

RAPPORT D'ACTIVITE 2016

AMICALE DU NID - ORION

BILAN D'ACTIVITES GLOBAL

Année 2016

Assemblée Générale du 10 juin 2017

L'Amicale du Nid, née en 1946, est une association nationale régie par la loi 1901 ; elle est **laïque** et **indépendante** de tout parti et de toute organisation. Son engagement s'inscrit dans les **principes de liberté, d'égalité, de solidarité et de respect de l'autre**, sans laisser place ni à une conception moraliste de la sexualité, ni à la complaisance vis-à-vis de la violence qu'est la prostitution.

Ses principes d'action s'appuient sur la convention internationale du 2 décembre 1949 ratifiée en 1960 et sur la loi du 13 avril 2016, visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

Elle s'inscrit dans le refus de toute forme d'homophobie et de transphobie, de toute forme de discriminations, de racisme et de sexisme.

L'Amicale du Nid considère que **la prostitution est incompatible avec la dignité humaine et l'égalité entre les femmes et les hommes ; le corps humain ne peut être considéré comme une chose ou une marchandise**. Elle refuse son assimilation à un métier et souhaite développer ses missions dans un abolitionnisme cohérent, renforcé par l'interdiction de tout achat d'acte sexuel, qui ne pénalise pas les personnes prostituées et les accompagne vers une insertion socio professionnelle.

Elle s'appuie sur les valeurs du travail social : respect et non jugement des personnes, accueil inconditionnel.

Ses missions, accomplies par des professionnel-le-s salarié-e-s, sont les suivantes :

- à partir d'un lien avec les personnes en situation, en danger ou ayant connu la prostitution, accompagner **vers une alternative à la prostitution**,
- conduire une réflexion et des recherches sur la question de la prostitution, sensibiliser, former, prévenir.

L'association est implantée dans 9 départements et a un effectif de l'ordre de 200 salarié-e-s.

PARIS (75)
CHRS avec 3 pôles :

- Accueil
- Accompagnement social global & hébergement
- Actions extérieures :
 .Aller vers
 .Prévention/formation

PARIS (75) - SIEGE

- Pôle formation

SEINE SAINT-DENIS (93)
CHRS

3 pôles d'intervention :

- Urgence
 .Accueil de jour
 .Milieu ouvert
 .CHU /CHRS
- Insertion
 .Résidentiel
 .Logements partagés
 .Logements individuels
 .Milieu Ouvert
- Logement
 .ASSL Généraliste
 .ASSL Résidences Sociales
 .Maison Relais
 .AVDL
- Actions de formation auprès des intervenants sociaux

COLOMBES (92)
CHRS

- Accompagnement social global
- Hébergement
- AAVA

LYON (69)
CHRS avec 3 pôles d'intervention :

- Hébergement collectif et diffus
- Milieu ouvert
- Aller vers
- Accompagnement social global
- AAVA

SAVOIE (73)

- Aller vers
- Accompagnement social global

TOULOUSE (31)
CHRS sans hébergement

- Accompagnement social global
- Aller vers
- Actions de prévention / formation

GRENOBLE (38)

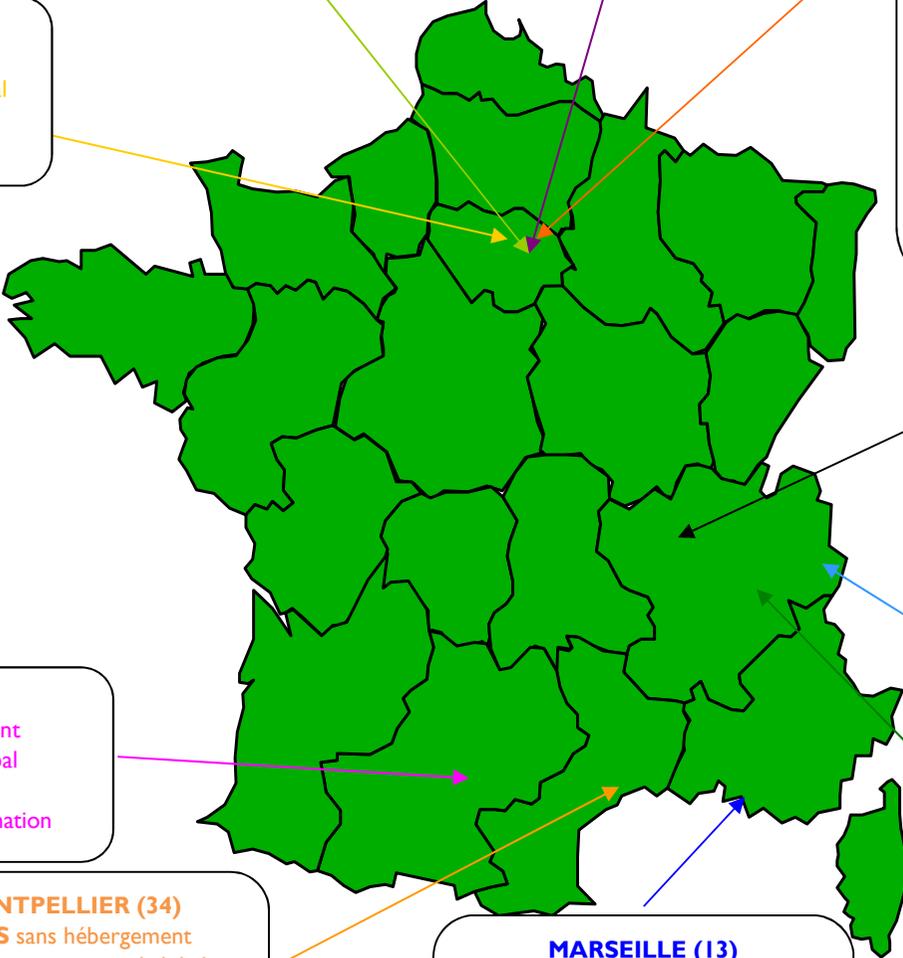
- Milieu Ouvert
- Accompagnement social global
- Aller vers

MONTPELLIER (34)
CHRS sans hébergement

- Accompagnement social global
- Aller vers
- Actions de prévention/formation
- Logement

MARSEILLE (13)
CHRS

- Aller vers
- Accueil
- Accompagnement social global
- Hébergement
- Actions de prévention/formation



I – LES POINTS MARQUANTS DE L'ANNEE 2016

L'évènement clef de 2016, année des 70 ans de l'association, a été l'adoption de la loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées et sa promulgation, le 13 avril 2016.

L'Amicale du Nid, engagée en faveur de cette loi dans le collectif Abolition depuis 2012 a été auditionnée à plusieurs reprises lors du processus de discussion de la loi et a été sollicitée dès la fin de 2016 pour appuyer la mise en place de la loi.

2016 a donc été une année riche pour le renforcement de la visibilité de l'association, avec l'organisation de nombreux colloques et évènements :

- Colloque ISEC en juin 2016.
- Colloque des 70 ans de l'association, le 18 novembre 2016.
- Visite de la Préfète de Paris à l'AdN 75 le 24 novembre 2016, pour affirmer l'engagement de l'Etat dans la lutte contre le système prostitutionnel et l'accompagnement des personnes prostituées.
- Visite de la ministre, Madame Rossignol, dans l'appartement partagé dédié aux victimes de traite de l'AdN 75,
- Colloque à Aubagne, le 25 novembre 2016 (AdN13).
- Colloque à Bobigny (AdN 93) le 6 décembre 2016.
- Colloque organisé par la Mission Locale de Rennes, le 2 décembre 2016.
- Journée d'études organisée par la Préfecture de l'Essonne, le 28 novembre 2016.
- Présentation de son livre par Geneviève Duché à Montpellier, à Grenoble, à la CLEF
- Colloque à Lyon mai 2016.
- Conférence à Grenoble 17 novembre 2016.
- Table ronde sur les violences envers les femmes à l'occasion du 25 novembre à Montpellier.

Des financements octroyés en fin d'année 2016 confient à l'AdN des missions de sensibilisation pour 2017, dans les départements où elle est implantée et au-delà : dans toute la région Occitanie, dans une partie des départements de Rhône-Alpes-Auvergne, en Nouvelle Aquitaine, dans le Grand Est, en Bretagne et dans le Pas-de-Calais. Un diagnostic de la situation relative à la prostitution dans 4 départements d'Ile-de-France (Yvelines, Seine-et-Marne, Val-de-Marne et Val-d'Oise) a été entamé en décembre 2016.

2016 a également été marquée par l'achèvement du projet financé par le programme européen ISEC, « **la traite des êtres humains : de la sortie à l'insertion, barrières et leviers** », avec le colloque de juin 2016, qui a rassemblé plus de 200 personnes, professionnel-le-s de l'AdN, professionnel-le-s du social, associations partenaires, services de l'Etat et des personnes accompagnées.

Ce projet a démontré la richesse de la mutualisation des pratiques et de la capitalisation des différents établissements et l'importance de donner la parole aux personnes accompagnées. La dynamique créée va, nous l'espérons, se poursuivre dans les années qui viennent, avec des chantiers communs dont le projet FAMI « Renforcer les capacités des étrangèr-e-s en situation ou ayant connu la prostitution à accéder à leurs droits de s'intégrer » financement attribué fin 2016 pour une action qui va se dérouler de 2017 à 2019.

Mais l'année 2016 a surtout été riche au niveau du travail dans les établissements, avec notamment :

- La concrétisation du travail engagé sur la question des mineur-es, avec des projets spécifiques à l'AdN 75 et l'AdN 13.
- L'actualisation des projets d'établissement à Marseille, Paris, Colombes et Lyon.
- La signature d'une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens pour le CHRS de Lyon et la négociation bien avancée pour la signature d'une CPOM pour l'AdN 75 et 92.
- La signature par l'AdN 38 d'un CPOM de 3 ans avec l'ARS.
- Le développement de l'AdN 93 : ouverture de 30 nouvelles places d'hébergement d'urgence, mise en place d'un aller-vers à Saint-Denis et Bagnolet, accord pour l'ouverture d'une nouvelle pension de famille à Saint-Denis en 2018.
- Création de 5 places d'hébergement supplémentaires pour le CHRS de l'AdN 69.

Ces points positifs doivent cependant être tempérés par le constat que, comme lors des années précédentes, les situations rencontrées sont de plus en plus complexes et difficiles et que les moyens pour permettre aux victimes d'accéder à leurs droits sont toujours insuffisants :

○ **L'AUGMENTATION IMPORTANTE DES MINEUR-ES EN SITUATION DE PROSTITUTION** a été particulièrement visible en 2016. L'équipe d'Intermède, à Paris, a fait plus de 100 signalements concernant de très jeunes filles en situation de prostitution de rue. L'étude conduite par l'AdN 34 La Babotte a démontré que plus de 50% des professionnel-le-s travaillant avec des enfants (protection de l'enfance et Education nationale) avaient rencontré au moins une situation de prostitution de mineur-es. Et pourtant, les financements des actions de prévention ont baissé. Les incertitudes liées aux changements de compétences des collectivités territoriales dans le cadre de la loi de décentralisation ont ainsi entraîné des pertes de financement pour les actions de prévention de l'AdN 34, alors même que la demande était en augmentation.

○ **LE MANQUE PERSISTANT DE PLACES D'HEBERGEMENT DANS CERTAINS TERRITOIRES.**

L'hébergement est une nécessité pour la mise à l'abri en situation de grand danger. Il est également une condition indispensable pour envisager une sortie de la prostitution ou de la traite. Pourtant, et comme depuis plusieurs années, il est difficile dans certains territoires (Isère, Hérault) de pouvoir trouver des solutions malgré la priorité affichée pour les femmes victimes de violences.

○ **LES DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES VICTIMES POUR ACCEDER A LEURS DROITS.**

La régularisation administrative est de plus en plus complexe, même pour les victimes de traite qui portent plainte contre leur réseau ; les délais de réponse de l'administration peuvent être longs et sont très différents selon les territoires. L'octroi du droit d'asile est appuyé par le travail des équipes de l'AdN et notamment des juristes et, malgré l'excellent partenariat avec l'OFPPRA, le processus de demande d'asile est long et incertain.

II – L'ACTIVITE DE L'AMICALE DU NID EN 2016

A – Une action au niveau national et international

Le développement des contacts politiques au niveau national s'est inscrit en 2016 dans le cadre de l'adoption de la loi du 13 avril.

- Contacts avec Pascale BOISTARD, secrétaire d'Etat aux droits des femmes jusqu'en février 2016, puis avec Laurence ROSSIGNOL, ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes (rendez-vous, participation aux petits déjeuners de la ministre, réunion de suivi de la loi du 13 avril 2016).
Inauguration par Madame ROSSIGNOL de l'appartement TEH de l'AdN 75.
Participation de l'AdN 34 à la réunion organisée dans l'Aude pour la visite de la ministre.
- Contacts avec le ministère de la santé dans le cadre des consultations pour l'élaboration du référentiel de prévention des risques santé des personnes en situation de prostitution (article 17 de la loi du 16 avril 2016).
- Nomination de l'Amicale du Nid au comité d'orientation de la MIPROF (arrêté du 17 octobre 2016).

Au niveau international, l'association a poursuivi sa participation à la plateforme européenne de la société civile pour la lutte contre la traite des êtres humains, avec deux réunions à Bruxelles en 2016 (juin et décembre).

Elle a travaillé avec l'association bulgare GAF dans le cadre du projet ISEC et a invité pour le colloque de l'anniversaire des 70 ans de l'association deux policières de Montréal pour présenter leurs actions de formation / sensibilisation sur la prostitution.

B - L'activité des établissements en 2016

Sept des huit établissements de l'Amicale du Nid ont une convention de délégation de service public au titre des CHRS (Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale), comprenant, selon les établissements, l'aller vers, l'accueil et le suivi sans hébergement, l'hébergement d'urgence et d'insertion et les Ateliers d'Adaptation à la Vie Active (AAVA). Seul l'établissement de Grenoble assure ses activités, dans les départements de l'Isère et de la Savoie, dans le cadre de subventions annuelles et d'une convention triennale avec l'ARS.

Les établissements mobilisent également d'autres financements (ARS, Conseils généraux et régionaux, subventions municipales, etc...). L'année 2016 a été marquée par les incertitudes liées aux transferts de compétences entre collectivités locales en raison de la nouvelle donne de la décentralisation. Ceci a signifié pour certains établissements des baisses conséquentes de financement, notamment pour les actions de prévention et de formation (baisse annoncée en fin d'année de la subvention ARS pour l'action Intermède à Paris et baisses de financement pour les actions de La Babotte et, dans une moindre mesure, pour celles de l'AdN 31).

I - « Aller vers » :

4 811 personnes rencontrées en 2016

- Dont 74 % sont des femmes, 5% sont des hommes et 21% des personnes transidentitaires.
- 93% des personnes rencontrées sont de nationalités étrangères.
- 23% des personnes rencontrées sont clairement identifiées comme victimes de traite des êtres humains (application des critères d'identification).

A Paris, Marseille, Lyon, Grenoble, Chambéry, Montpellier, Béziers et Toulouse, les équipes de l'association vont au-devant des personnes prostituées, de jour ou de nuit, sur les lieux de prostitution de rue ou de route.

Cette mission est essentielle pour rencontrer les personnes, conduire des actions de prévention santé et surtout faire connaître l'association et nouer ce premier lien de confiance qui permet d'amorcer un accompagnement en vue de la construction, au rythme de la personne et selon ses décisions, d'une insertion socio professionnelle et donc d'une sortie de la prostitution. Selon les établissements, entre un quart et un tiers des personnes accompagnées dans les établissements ont été d'abord rencontrées en aller vers ; il faut aussi ajouter que plus du tiers des personnes venant solliciter les services ont entendu parler de l'Amicale du Nid par le « bouche à oreille », souvent lié à la présence de l'association dans les lieux de prostitution.

Les expériences d'aller vers par internet se poursuivent, notamment à Marseille. Des SMS sont régulièrement envoyés aux numéros de téléphone relevés sur les sites d'annonces de prostitution. Les 1 561 numéros contactés ont donné lieu à 40 échanges par SMS, 5 venues à l'accueil de jour et 4 accompagnements. L'expérimentation se poursuit en 2017.

2 - Accueil, accompagnement, hébergement, logement :

Le tableau ci-après montre l'évolution des différentes actions de l'association :

	2016	2015	% évolution 2016/2015
Accueil			
nbre d'adultes	1517	1317	+15%
nbre adultes accueil de jour St Denis	1307	1041	+26%
nbre d'enfants de l'accueil de jour St Denis	1399	1100	+27%
Accompagnement			
nbre de personnes adultes	1883	1908	-1%
Hébergement			
nbre de personnes adultes	311	296	+5%
nbre d'enfants	147	114	+29%
Logement			
nbre d'adultes en lgt accompagnés par AdN	262	315	-17%
nbre d'enfants en lgt accompagnés par AdN	244	296	-18%
Ateliers d'Adaptation à la Vie Active			
nbre de personnes	73	70	+4%
TOTAL adultes	5353	4947	+8%
TOTAL enfants	1790	1510	+19%
TOTAL	7143	6457	+11%

L'accueil concerne toute personne qui se présente dans un établissement. Il est inconditionnel. Les conditions d'accueil sont déclinées de façons différentes selon les établissements, avec des modalités collectives ou individuelles.

L'accueil vise à :

- instaurer une relation de confiance, dans un cadre convivial et rassurant, tout en présentant les actions et missions de l'établissement,
- favoriser une dynamique de changement en proposant une orientation ou un suivi au plus près des besoins des personnes.

Les accueils de l'Amicale du Nid sont de deux types, que nous avons distingués dans les chiffres cette année.

D'une part, l'accueil de jour de Saint-Denis, ouvert aux femmes en errance et à leurs enfants. La fréquentation de cet accueil augmente chaque année, avec 1307 femmes et

1399 enfants accueilli-es en 2016, en augmentation de 27% par rapport à l'année précédente. Cet accueil est un lieu actif, dynamique où les femmes et les enfants trouvent, au-delà de l'alimentation et des moyens d'hygiène, des activités collectives tant autour de l'accès aux droits, à la culture qu'autour de la parentalité et de bien d'autres thèmes. Certaines parlent de la situation de prostitution et peuvent être orientées pour un accompagnement spécifique.

D'autre part, l'accueil spécifique sur la question de la prostitution, qui a concerné 1 517 personnes, soit une hausse de 15% par rapport à 2015. Cette augmentation reflète les effets de l'aller-vers, sans doute une plus grande visibilité de l'Amicale du Nid ; nous pouvons aussi faire l'hypothèse que les discussions autour de la loi ont entraîné une plus grande demande de la part des personnes concernées par la prostitution.

Cependant, les moyens des établissements pour l'accompagnement des personnes n'ont pas augmenté. Les établissements ont mis en place des procédures (commissions de prise en charge) pour prioriser les situations et ajuster la file active aux moyens disponibles. Ceci explique la stabilisation du nombre d'accompagnements en 2016, **1 883 personnes accompagnées**, soit une diminution de 1% par rapport à 2015.

Mais cette saturation des files actives risque de poser problème, si les demandes s'accroissent encore avec la mise en place de la loi du 13 avril 2016. Dans son dossier d'agrément pour les Commissions départementales prévues par cette loi, l'AdN a bien précisé qu'à moyens constants, elle ne pouvait augmenter le nombre de personnes suivies, d'autant plus que les accompagnements dans le parcours de sortie défini par la loi seront particulièrement intenses, puisqu'ils doivent tenir compte de la durée maximum de 2 ans pour bénéficier de l'autorisation provisoire de séjour et percevoir l'allocation spécifique (AFIS).

73 personnes ont été accompagnées dans les AAVA de Colombes et de Lyon. Ces ateliers d'accompagnement à la vie active, qui placent les personnes dans une situation de travail réel, représentent un appui puissant pour reconstruire l'estime de soi, le lien aux autres – donc travailler sur les conséquences de la violence subie – et permettent aux personnes de percevoir une rétribution.

Au total, 5 353 personnes adultes ont été accueillies, accompagnées avec ou sans hébergement ou suivies dans le logement. Ce chiffre est en hausse de 8% par rapport à 2015.

Avec ces adultes, 1 790 enfants ont été également concernés par l'action de l'Amicale du Nid.

Les victimes de la traite des êtres humains, clairement identifiées selon les indicateurs, représentent **plus de 30% des personnes accompagnées** par l'Amicale du Nid. Les équipes de travail social les accompagnent à s'identifier comme victimes de TEH, à dénouer l'emprise, à conduire des démarches pour l'accès à leurs droits et tout en travaillant sur les conséquences de la situation de prostitution. Ces accompagnements sont intenses et demandent aux équipes d'acquérir des compétences juridiques. Des juristes sont maintenant présentes dans les établissements de Toulouse, Montpellier, Paris et Grenoble.

Comme le démontre l'étude conduite dans le cadre du projet ISEC, ce travail demande que la personne puisse bénéficier a minima de réponses aux besoins primaires : manger, dormir en sécurité. L'hébergement est, dans de nombreuses situations, une condition nécessaire du parcours de sortie. La nécessité de moyens adaptés se poursuit dans les étapes de construction d'une insertion socio-professionnelle d'un parcours de sortie de la prostitution.

3 – La formation et la prévention sur la question de la prostitution.

Prévention et formation :

- Prévention : **718** jeunes concerné-e-s,
- Formation, sensibilisation : **1 511** professionnel-le-s.

La prévention et la sensibilisation se retrouvent dans l'ensemble des missions de l'Amicale du Nid, par l'action auprès des personnes en danger de prostitution ou pour prévenir la dégradation d'une situation. Elles prennent également la forme d'actions en direction des jeunes, des professionnel-le-s en contact avec eux/elles et, plus largement, des acteur-ice-s sociaux-ales.

En 2016 a été développé dans le cadre d'un financement du Conseil Régional Ile-de-France, un site de prévention en direction des jeunes www.jenesuispasavendre.org.

Son élaboration s'est appuyée sur le regard des jeunes envers le sujet de la prostitution, via trois groupes pilotes :

- 1 – Des questionnaires auprès des jeunes d'un collège parisien. Leurs réponses ont grandement contribué à la construction de ce site.
- 2 – Une participation à quatre sessions de chat collectif sur Habbo à propos du thème « peut-on tout acheter ? » organisé avec Fil santé jeunes. Le recueil des réactions des participants nous a permis de prendre en compte leur regard sur la prostitution.
- 3 – Des rencontres avec les jeunes accompagnés par l'ANRS. Ces échanges ont aidé à penser, mettre en œuvre et rendre vivant ce site.

Le site est maintenant en ligne et facilement consultable sur smartphone.

La formation s'appuie sur l'expertise de l'Amicale du Nid et la valorise.

Ses objectifs sont :

- faire connaître le phénomène prostitutionnel, ses enjeux, les impacts sur les personnes,
- faire changer les représentations sur la prostitution,
- permettre, notamment aux travailleur-euse-s sociaux-ales, de repérer la problématique prostitutionnelle et leur donner les outils pour pouvoir accueillir et orienter les personnes,
- former des intervenant-e-s de prévention.

Ces actions sont conduites par les établissements de Montpellier, Toulouse, Paris, Colombes, Marseille, Grenoble et par le service formation rattaché au siège.

Le travail entamé en 2015 sur le référentiel formation / prévention en vue de mutualiser et formaliser les fondamentaux sur lesquels s'appuient les formations, s'est poursuivi en 2016.

Comme chaque année, ce bilan d'activités ne serait pas complet s'il ne soulignait pas le travail de l'équipe du Siège, de taille réduite par rapport à l'ampleur de la tâche et particulièrement lourd dans le contexte de « simplification » administrative qui, pour le moment, apporte une surcharge de travail. Merci à toute l'équipe !

SOMMAIRE

– Préambule	p.12
– Schéma référentiel d'accompagnement social	p.17
– Accueil de Jour	p.18
– L'accueil de jour et ses prestations	p.20
– Un accueil spécifique, lieu alternatif au milieu prostitutionnel	p.21
– Quelques chiffres sur l'ADJ Orion	p.23
– La participation des personnes liées à la vie sociale de l'établissement	p.24
– Les actions éducatives sur l'accueil de jour	p.25
– Typologie du public	p.29
– L'accompagnement social en milieu ouvert	p.32
– Aller Vers	p.38
– Prostitution et TEH	p.44
– L'hébergement	p.47
– Les mineurs accompagnés	p.49
– Formation et prévention	p.51
– Les manifestations extérieures	p.55

PREAMBULE

L'année 2016 a été marquée par le vote de la loi du 16 avril 2016 renforçant la lutte contre le système prostitutionnel et la protection des personnes prostituées via la création des parcours de sortie de la prostitution. L'Amicale du Nid National a contribué à la conception des textes de loi aux côtés d'autres associations. Au niveau de l'établissement des Bouches du Rhône, nous participons à une meilleure connaissance de la loi par des sessions de formations auprès des professionnels de l'action sociale et médico-sociale. Cependant, nous émettons encore quelques réserves concernant la mise en place du dispositif des parcours de sortie de prostitution telle que les textes le prévoit. La durée de 24 mois maximum pour présenter toutes les garanties d'une insertion socio-professionnelle risque de ne pas être suffisante. S'ajoutent à cela, les questions liées à l'hébergement adapté, les questions de la régularisation en fin de parcours, la relation à l'emprise... La saturation des dispositifs, les blocages, les non-réponses, risquent de ne pas favoriser une prise de distance complète du milieu prostitutionnel. Malgré tout, les choses avancent et nous attendons les réunions des premières commissions départementales qui vont piloter la politique de lutte contre le système prostitutionnel et délivrer les autorisations.

L'année 2016 a aussi été celle de nombreux changements et de développement au sein de notre organisation. Nos actions de formations se sont déployées sur les principales communes du département. 2016 a vu aussi la mise en place d'une expérimentation visant à accompagner les mineurs repérés par l'ASE, en situation de prostitution. Sur le plan de l'insertion sociale et professionnelle, ces changements ont fait suite à une réflexion menée conjointement entre l'équipe d'ORION et les personnes accompagnées, dans le cadre du projet d'établissement 2016-2021. En partant des souhaits, des attentes, des déceptions et du regard que les personnes portaient sur notre service, nous nous sommes attachés à réfléchir sur le sens et les formes que peut revêtir un accueil de jour. Il nous a semblé essentiel d'offrir un lieu tiers moins institutionnel, un lieu de soutien, et donc de nature à faciliter l'accompagnement global par les services compétents, tant pour l'accès aux droits que pour le suivi des personnes. L'urgence sociale est de nouveau apparue dans notre service comme un mode d'intervention sociale majoritaire. L'accueil de jour a pris une forme plus en adéquation avec l'évolution des besoins en offrant un espace diversifié sur les services proposés. La restructuration du service a pris effet à partir de novembre 2016 permettant de mettre en avant les missions de chaque pôle : le pôle Accueil De Jour (ADJ), le pôle Hébergement et le pôle « **Aller Vers** » avec des missions plus identifiables, plus formalisées. L'accompagnement social global est bien sûr transversal à chaque pôle.

Un projet d'écriture du pôle « **Aller Vers** » a été porté et mené des travailleurs sociaux composée d'anciens et nouveaux professionnels pour croiser les regards et trouver ensemble la forme que pouvait prendre dorénavant les maraudes. Les Maraude restent une des actions les plus importantes du pôle « **Aller Vers** » et un développement de l'accompagnement des personnes Hors les murs est une nécessité.

Enfin l'année 2016 a aussi confirmé que les visages de la prostitution continuent à se rajeunir. Nous rencontrons de nombreuses jeunes femmes que nous supposons mineures mais, qui se déclarent majeures. Les professionnels sont souvent démunis face au sordide des situations que peuvent vivre ces présumées enfants. Comment gérer la mise à l'abri d'une supposée mineure, quand elle se déclare majeure ? Comment proposer un accompagnement vers une protection quand la demande est inexistante ? L'adaptation aux nouveaux publics reste une constante de l'action du CHRS.

L'établissement des Bouches du Rhône

Etablissement AdN 13

N°Siret : 7785 723 679 00350

Coordonnées :

60 Boulevard Baille 13006 Marseille

Tél : 04 91 29 77 00

contact@amicaledunid13.org

Président du comité territorial :

M. Cyrille Mbiaga

Directrice de l'établissement :

Mme Véronique Castelain

Cheffe de service :

Mme Leila Selkim

Le comité territorial :

Catherine Andrides

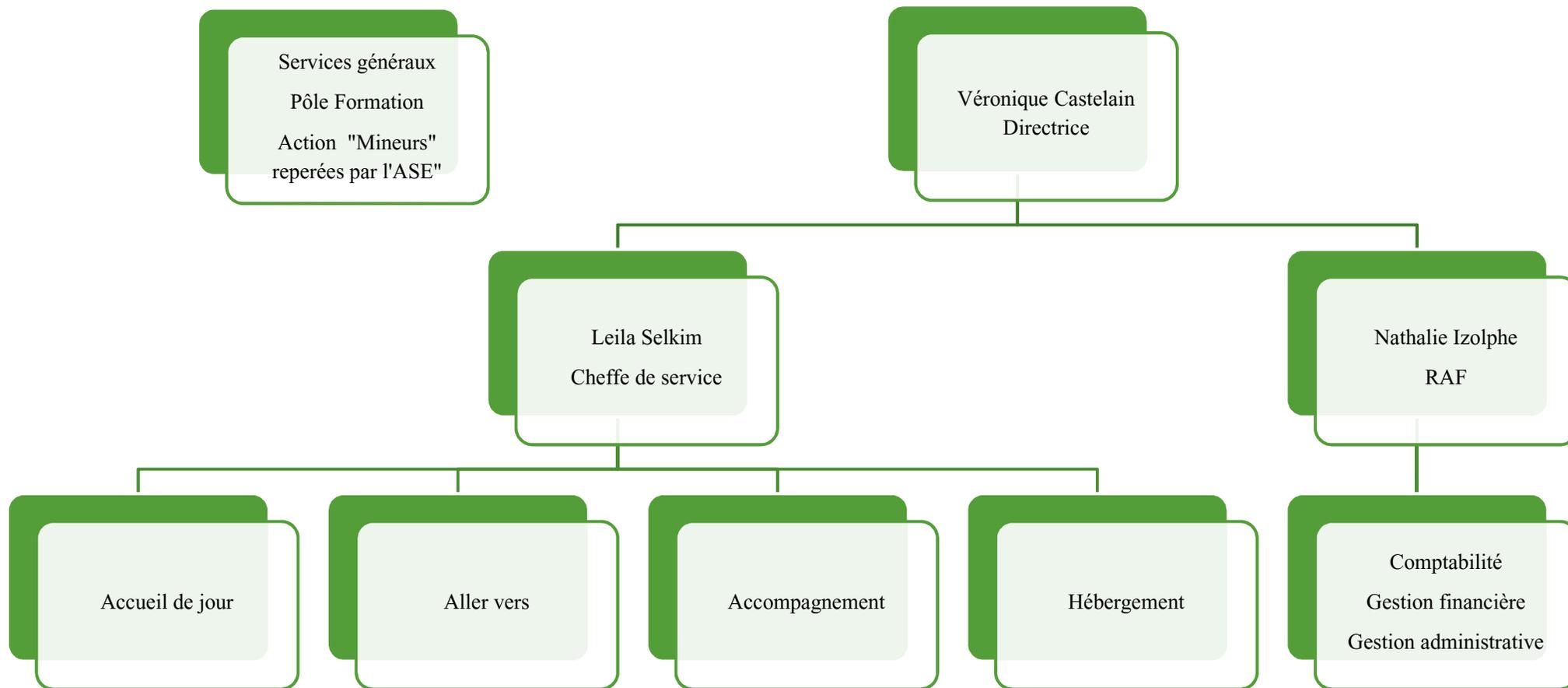
François D'izarny

José Khaled

Cyrille Mbiaga

Blandine Tomas

Organigramme



Formations suivies par les salariés de l'AdN 13

FINANCEMENT : PLAN DE FORMATION

N°	Intitulé Formation	Bénéficiaires	Durée par stagiaire	Durée totale	Dates	Organismes
1	RECYCLAGE SST *	1 secrétaire de direction	7	7	mai-juin	GIMS
2	Formation transverse AdN - Prendre en compte le corps - ADRIC *	2 travailleurs sociaux	21	42	06, 07, 08/04/16	ADRIC
3	Violences faites aux femmes dont conjugales * - SOS	15 travailleurs sociaux	13	188,5	03/10+21/11	SOS Femmes
				TOTAL	237,50	

FINANCEMENT : PERIODE DE PROFESSIONNALISATION

5	Formation BTS Assistant de gestion **	1 secrétaire	282	282	septembre-décembre	Ecole Pigier
---	---------------------------------------	--------------	-----	-----	--------------------	--------------

FINANCEMENT : DGF

6	Perfectionnement en langue anglaise*	14 travailleurs sociaux + 1 secrétaire	14	210	janvier-décembre	APFA
---	--------------------------------------	--	----	-----	------------------	------

FORMATIONS REALISEES HORS PLAN

7	Formation interne sur la prostitution	1 travailleur social	12	12	31/05 et 01/06/2016	Le siège
8	Sensibilisation aux conduites addictives	12 travailleurs sociaux	4	48	12/05/2016	DICAdd13
9	ACR : prise en charge de la souffrance psychique des publics en situation de précarité et d'exclusion	1 travailleur social	13	13	21,22/03/16	EFORS
10	ACR : les écrits professionnels : quelles responsabilités ?	1 travailleur social	13	13	19, 20/09/16	Perspectives et Ressources
11	Formation incendie	19 salariés présents	2	38	02/12/2016	Isogard
				TOTAL	124	

Total coût pédagogique en 2016 : **7 377 €**

Total des heures de formation effectuées en 2016 : **853,5 heures**

* :Actions d'adaptation aux postes

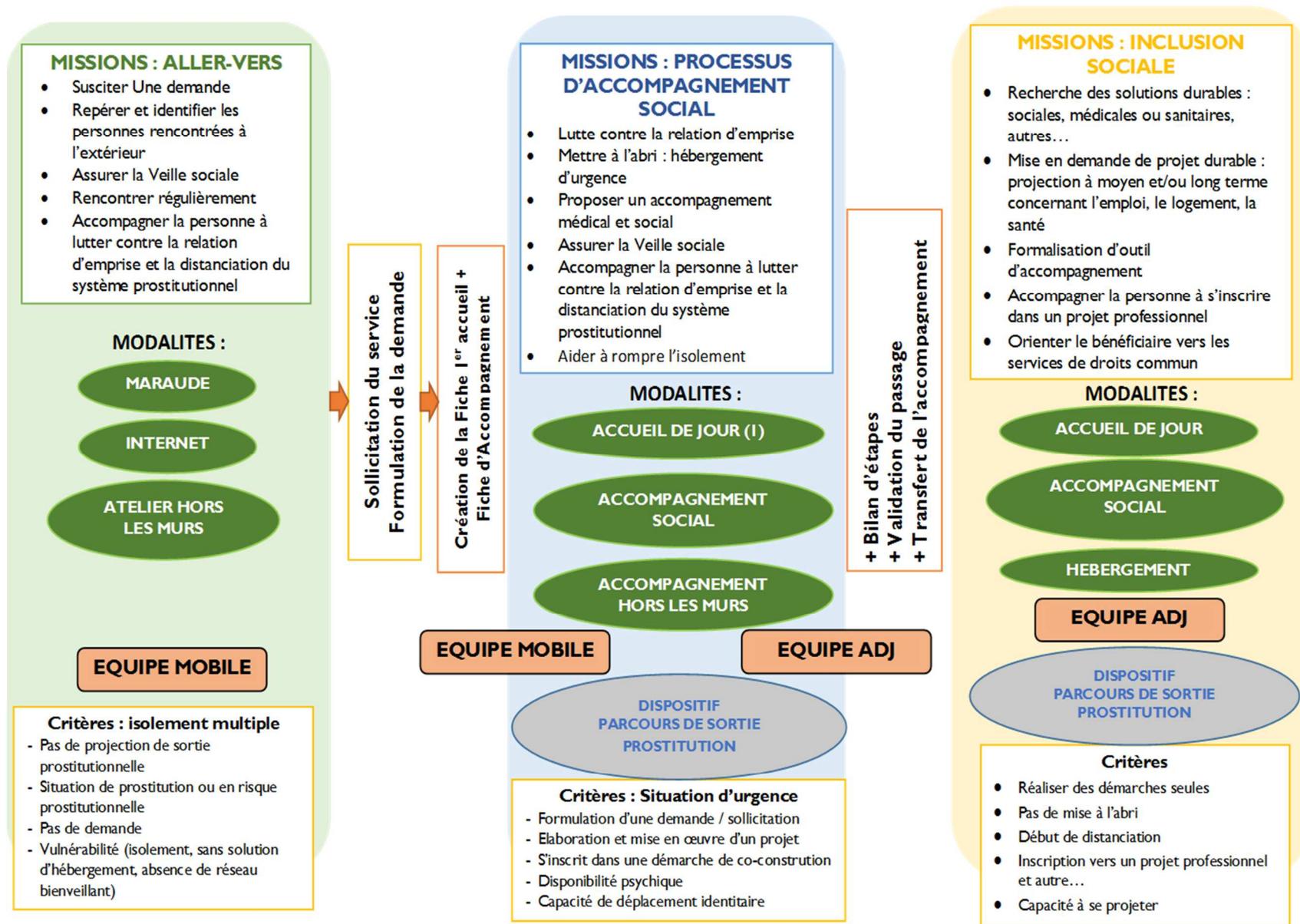
** :Action de développement des compétences

ACR : Action Collective Régionale financée par UNIFAF



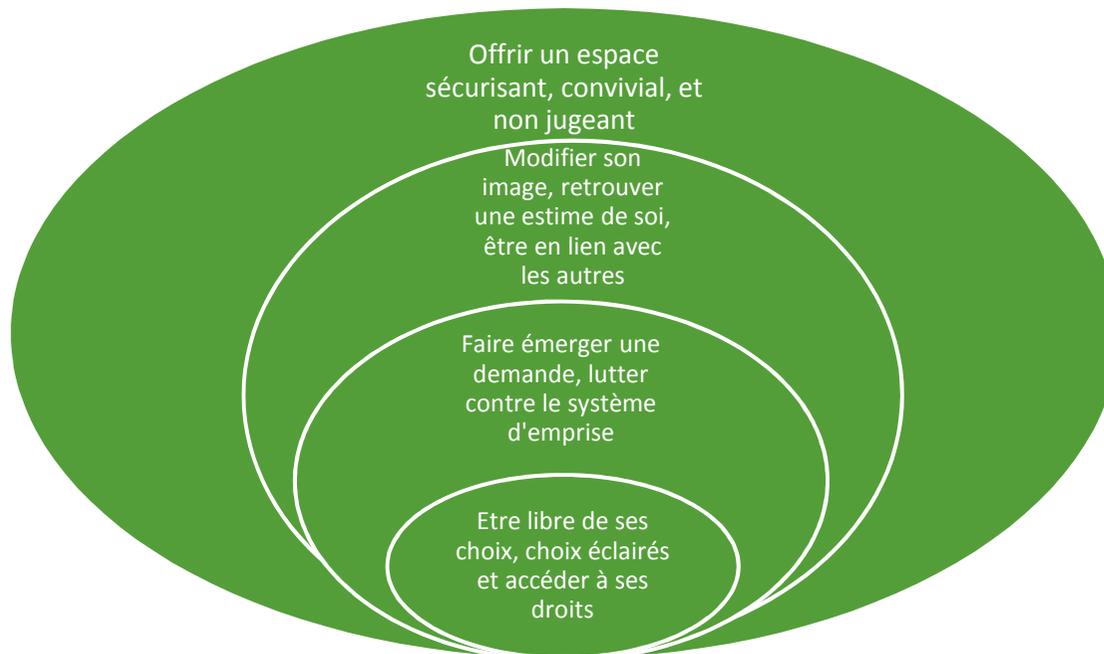
Activité de l'Etablissement

SCHEMA REFERENTIEL D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL



1) Prestations Accueil de Jour

L'ACCUEIL DE JOUR



En 2016, l'amplitude horaire de l'accueil de jour (ADJ) a été augmentée pour s'adapter aux modes de vie des personnes. Il était ouvert au public sans rendez-vous de 9h à 12h le lundi, mardi, vendredi et de 14h à 17h le mercredi et jeudi soit 18h par semaine.

En 2016, les réflexions menées ont permis de mettre en évidence la nécessité :

- d'augmenter les temps d'accueil en début de soirée et sans coupure en milieu de journée pour continuer à s'adapter aux modes de vie des personnes.
- De répondre plus rapidement aux demandes urgentes en mettant en place des permanences sociales.

Des changements ont eu lieu suite aux réflexions menées conjointement entre l'équipe et les personnes accompagnées, dans le cadre du projet d'établissement. Les principes, les objectifs ont été redéfinis. Il a été décidé d'ouvrir l'ADJ ORION une soirée par semaine et 3 journées en continue sans interruption. L'ADJ est désormais ouvert au public 25 h par semaine, le lundi de 10h à 13h, le mardi de 10h à 17h, le mercredi de 14h à 17h, le jeudi de 14h à 20h et le vendredi de 10h à 16h.

L'ADJ est devenu un jalon important du parcours de sortie de la prostitution.

En lien avec les attentes des personnes accueillies, c'est un outil pensé comme un espace de reconstruction et de sécurité où l'on vient déposer une parole, rompre des moments de solitude, de détresse, mais aussi rencontrer un référent social ou participer à un atelier.

La personne doit se sentir à l'abri, éloignée de la violence de son environnement. *Venir à l'accueil de jour pour se reconstruire et « faire partie de l'asso, avoir la tête haute, la paix, marcher sereinement, rencontrer du monde, manger, se sentir respecter »,* tels sont les mots que les personnes ont associé spontanément à l'accueil au CHRS lors d'un atelier participatif.



PLAN DE L'ACCUEIL DE JOUR AMICALE DU NID - ORION



□ Issue de secours



Bureau d'accueil

L'ACCUEIL DE JOUR ET SES PRESTATIONS

Nombre de passage à l'ADJ :

2016 : 5986

2015 : 5080

2014 : 5653

52 Semaines

d'ouverture soit 247

jours

Les principes qui régissent l'accueil de jour Orion ainsi que les prestations fournies ont pour objectif d'apporter un soutien aux personnes en risque de prostitution, en situation de prostitution actuelle et parfois passée. Les personnes accueillies sont souvent rétives à fréquenter d'autres institutions pour parler de prostitution. *« L'accueil de jour souhaite donc offrir essentiellement à ces femmes, mais aussi à des hommes concernés un endroit où se poser, échanger et pouvoir parler de la prostitution sans se sentir jugés ou avoir honte ».*

Dès la nouvelle organisation avec la mise en place de nouveaux horaires, nous avons constaté une augmentation significative du nombre de personnes présentes à l'ADJ. *Rapidement une file active s'est stabilisée ce qui confirme l'adéquation entre les*

115 nouvelles personnes
accueillies et non
accompagnées dont :

- 8 mineurs repérés par l'ASE
- 19 : 18/25 ans
- 35 : 26/43 ans
- 9 : + de 55 ans

besoins et les réponses adaptées. Pour certaines personnes, ne serait-ce que ponctuellement, l'Accueil de jour ORION est un repère qu'elles estiment suffisamment sécurisant pour venir y dormir la journée, prendre soin de leur hygiène corporelle et/ou se préparer un repas. En fonction de leur situation et de critères, elles peuvent également avoir accès à une aide alimentaire ponctuelle.



En moyenne 20 personnes par jour étaient accueillies en permanence d'accueil avant les nouveaux horaires. Aujourd'hui, on comptabilise entre 30 et 45 personnes.

Accueil téléphonique

2016 : 1920

UN ACCUEIL DE JOUR SPECIFIQUE

La philosophie des lieux d'accueil de jour est particulière en ce qu'elle repose sur l'inconditionnalité.

Les personnes sont accueillies à l'entrée de l'ADJ et orientées en fonction de leurs attentes. Chaque nouvel-le arrivant-e est accueilli-e par un-e travailleur-euse social-el lors d'un entretien individuel en permanence sociale. Les personnes qui pénètrent dans ce lieu s'engagent à respecter les règles du vivre ensemble. Pour des questions de sécurité et de confidentialité, les personnes qui ne relèvent pas du service sont réorientées. Ce lieu est envisagé comme une prestation au même titre que la possibilité de prendre une douche, établir une élection de domicile... ou de rencontrer un-e travailleur-euse social-e. *Dorénavant, la permanence sociale a été revue sous une nouvelle forme au moment de la réorganisation du service en octobre 2016.* Une assistante sociale est présente pour assurer les premiers accueils et la gestion des urgences. C'est aussi en permanence sociale, que l'on gère les situations d'urgence. En cas de besoins et si les référents ne sont pas disponibles (rupture de ressources, rupture d'hébergement, domiciliation et lecture de courriers). *La permanence sociale est une composante de l'accueil de jour, et surtout des 1^{ers} accueils.*

Le 1^{er} accueil : le 1^{er} accueil est un moment important, pour la personne et pour le travailleur social qui doit utiliser ce temps privilégié pour établir au plus près un diagnostic social étayé permettant de déterminer le type d'accompagnement que la personne demande, son rapport à la prostitution et une évaluation plus globale des champs d'intervention sociale et des objectifs d'accompagnement. Le 1^{er} accueil permet aussi la présentation du service, de l'équipe, et du fonctionnement.

Par ailleurs, si la personne ne relève pas de notre spécificité, une orientation sur un autre service ou un accueil de jour lui est proposée. Selon les urgences, il pourra aussi lors de cet entretien, lui être proposée une aide pour contacter le 115 ou une inscription au restaurant. On estime par mois à 10 le nombre de personnes non concernées par la prostitution et qui ont bénéficié d'une orientation et d'une aide ponctuelle (lien SAMENA, inscription NOGA, PADA, appel 115).



UN ACCUEIL SPECIFIQUE, lieu alternatif au milieu prostitutionnel

Nombre de premiers

accueils

1^{er} trimestre : 28

Deuxième : 28

Troisième : 37

Quatrième : 40

L'expérience a montré la nécessité de la présence d'une équipe sur place, pour assurer le bon fonctionnement de la structure, en matière d'accueil et de sécurité. Nous ne

sommes pas à l'abri de règlement de compte ou de la présence de personnes incitant d'autres à se prostituer moyennant une place sur le trottoir et un contact avec un proxénète. La présence constante d'un éducateur sur le collectif permet de réguler à minima les rapports.

Cette année, le chiffre du nombre de passages a augmenté de manière significative. Auparavant, les personnes ne s'attardaient pas à l'ADJ Orion. Elles venaient essentiellement rencontrer un référent social puis repartaient. Aujourd'hui, elles peuvent rester toute une journée et participer aux ateliers. *Nous avons redéfini les espaces de notre accueil de jour pour donner la possibilité aux personnes accueillies d'accéder à plus de locaux, plus de services, de s'isoler si elles le souhaitent ou au contraire, de participer au collectif.*

« Le lieu d'accueil offre un lieu pour souffler, se poser, se reposer. La personne accueillie, silencieuse ou en

demande, active ou passive, se voit offrir la possibilité de se sentir moins seule, d'échanger, de retrouver une écoute, de se lier à autrui... » *Chacune des personnes qui pousse la porte de notre accueil de jour le fait pour une raison qui lui est propre. Certaines viennent pour la première fois (après avoir rencontré l'équipe de maraudes ou par le bouche à oreille) et viennent chercher un appui pour faire face à une difficulté.*

En offrant un refuge face à la solitude et à la violence de l'univers prostitutionnel, le lieu d'accueil de jour matérialise le droit de tout individu à un minimum de lien social apaisé. Le personnel apprend ainsi à rester en retrait, à susciter le dialogue sans l'imposer. La démarche d'insertion ne s'impose pas.

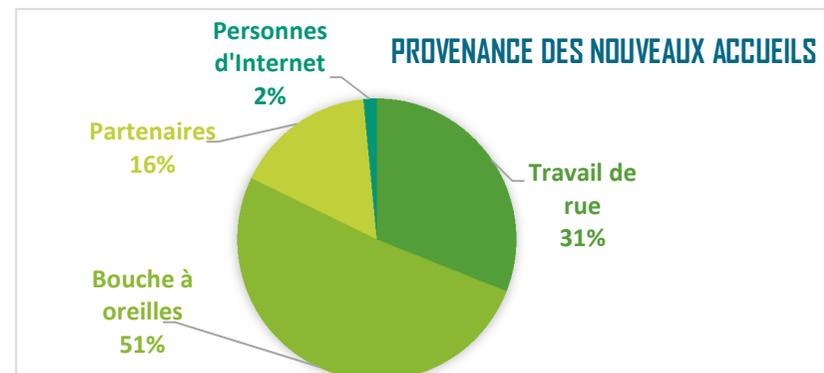
«Elle a 19 ans, et a tendance à ne pas nommer la prostitution ni le proxénétisme parce qu'elle ne l'identifie pas comme tel.

Pour elle, «coucher pour son homme» est un système de débrouille pour avoir de l'argent.

Christelle est occupée à trouver des stratégies de survie, le moyen utilisé (le corps sollicité) n'est pas pensé.

Elle se dit flattée puisqu'elle est au centre d'un intérêt masculin, plusieurs jeunes hommes lui tournent autour. Pour elle c'est de l'amour qui lui est porté ». On voit à travers ce témoignage que la question du choix de se prostituer est alors posée. Le travailleur social vient interroger des pratiques prostitutionnelles qui ne sont pas toujours identifiées comme

telles. Sans jugement, la personne met en travail ses propres représentations sur ce qu'est la domination d'une personne sur une autre et sur un rapport sexuel consenti et éclairé.



On constate aussi que c'est souvent les « nouvelles » personnes qui viennent par le travail de rue qui font connaître le service et vont venir accompagnées. 51% des personnes viennent par le « bouche à oreille » et 30% par le travail de maraudes.

Les personnes ont aussi la possibilité d'élire une domiciliation, et ainsi de disposer d'une adresse pour ouvrir des droits sociaux, civils et civiques. Cette adresse servira essentiellement pour l'ouverture de droits sociaux, en particulier auprès de la CPAM.

Sur les 129 nouveaux accompagnements, plus de 67% n'étaient pas connu du service. 1/3 ont connu le service par le travail de rue

124 Domiciliations
dont 94 premières
élections de
domicile



Un lieu d'accès à des prestations de base

Les personnes que nous accueillons sont chaque jour, pour certaines, confrontées à d'énormes difficultés pour simplement satisfaire des besoins aussi élémentaires que se reposer, se laver, entreposer des affaires personnelles, laver son linge. Douche, produits d'hygiène et serviettes de toilettes leur sont proposés. Elles ont aussi à disposition des machines à laver et des sèche-linge pour l'entretien de leur linge. Un coin cuisine est mis à disposition des personnes pour la préparation de leurs repas lorsqu'elles sont en « Nuit plus » ou en centre d'hébergement d'urgence (fermés en journée). En cas d'urgence ou pour les personnes en attente d'accès aux distributions assurées par d'autres associations, une petite réserve alimentaire permet de parer à ce manque. « Il m'arrive de dormir dans le parc, de pas me prostituer ...alors, je suis bien contente de prendre un petit déjeuner, de me laver. Quand c'est trop difficile, je fais une passe pour me payer une nuit d'hôtel ». On constate que proposer des aides ponctuelles permettent à certaines personnes d'avoir la possibilité de décider d'aller ou de ne pas aller se prostituer. Ce libre choix est mis en avant par certaines femmes comme un rare privilège qui leur reste.

C'est aussi pendant l'accueil de jour que les personnes sollicitent le 115 pour un hébergement et une mise en sécurité. Lorsque les places d'urgence sont saturées, le dispositif Nuits plus est actionné. En lien avec un changement

Dispositif Nuit plus 2016
42 personnes dont 19
personnes de moins de 25 ans

de public, on remarque que nous sommes de plus en plus mobilisés sur le versant de la mise à l'abri

Nombres de nuits pour le dispositif :
2016 : 293
2015 : 257

et de l'urgence. Plus de 76% de places en Nuits plus concernent des femmes seules et femmes avec enfants pour qui aucune autre solution n'ont été trouvées.

La permanence sociale est un lieu d'accès aux droits

L'accueil de jour présente un contexte favorable pour demander conseil, pour s'informer sur une démarche ou pour évoquer un problème. Lors des ouvertures de l'accueil de jour, un travailleur social accueille en permanence sociale sans rendez-vous pour toute urgence : rupture de droit, demande de rendez-vous avec un service spécialisé, renouvellement de domiciliation. *Pour certaines personnes également, l'Accueil de jour ORION est un lieu qu'elles ont identifié pour effectuer des démarches diverses (recherche de logement ; recherche d'emploi ; déclarations trimestrielles RSA...) ou pour passer un temps libre sur internet. Elles se dirigent pour cela vers l'espace informatique qui leur est dédié. Elles disposent des outils présents en toute autonomie ou peuvent être accompagnées par les travailleurs sociaux présents.*

Les premiers accueils sont reçus en permanence sociale. La spécificité du service leur est présentée et la personne peut s'exprimer ou pas sur ses attentes. C'est aussi souvent dans ce contexte que les questions urgentes autour de la santé émergent.

Un début de réponse parfois sanitaire est ainsi trouvé et l'interface avec l'ensemble des institutions de santé, en particulier les Pass se fait. Enfin, c'est lors de cette permanence sociale qu'un accompagnement pourra être proposé à la personne, si elle le souhaite, et cela à partir du diagnostic social.

Le diagnostic social et la référence individuelle

A partir d'un état des lieux de la situation, le travailleur social élabore un diagnostic social. Il formalise avec la personne accompagnée les composantes de son environnement social, ses forces et ses ressources, ses difficultés, ses manques. Cet état des lieux permet de cibler les actions principales à mettre en œuvre et des préconisations, voire des perspectives d'action. C'est une co-élaboration avec la personne à un moment précis. Lors du diagnostic, la question de la prostitution est posée. La personne peut-être dans l'évitement, en formulant clairement qu'elle ne se prostitue pas ou plus. Cependant au fil de l'entretien, il apparaît des zones floues dans le récit : absence de ressources régulières, vie en hôtel, meublé, la prostitution n'est pas clairement affichée mais est présente par des pratiques sexuelles marchandées (contre un toit, à manger, un sentiment de se sentir aimer ou en sécurité). La personne peut aussi affirmer que la prostitution est vécue comme un moment agréable où elle s'épanouit dedans. Le travail d'accompagnement visera à travailler sur l'ouverture des droits et sur les conséquences de la prostitution dans son quotidien et les raisons qui l'amènent à solliciter un service social.

Lors de ce premier entretien, le travailleur social propose des pistes de travail en commun avec la personne. À partir de ces préconisations, un référent est nommé et prend contact rapidement avec la personne. Il s'agira alors de proposer un accompagnement globalisé et non-parcellaire, en favorisant le travail d'équipe avec l'accueil de jour, ce qui induit une bonne articulation entre les différentes fonctions de l'équipe éducative, et d'autre part, par un accompagnement individualisé, personnalisé pour apporter des réponses adaptées aux besoins.

Quelques chiffres sur l'ADJ Orion

Il est difficile de dresser un portrait type du public fréquentant l'accueil de jour. Des personnes cohabitent parfois difficilement, entre jeunes et personnes plus âgées, les francophones et les anglophones, les femmes, les hommes et les personnes transgenres.

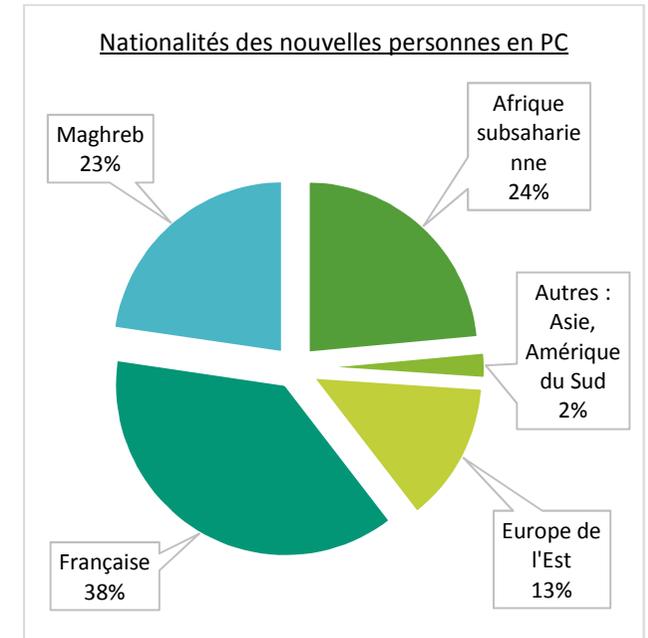
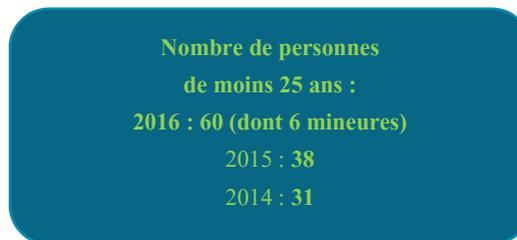
On remarque que de manière constante, le nombre des 18/25 ans est en constante augmentation depuis 6 ans et qu'en même temps, celui des 55/65 ans diminue chaque année. Le public accueilli et rencontré est de plus en plus jeune. Sur les 243 premiers accueils, 60 personnes de moins de 25 ans.

Les personnes de nationalité française représentent un tiers des accompagnements, en pourcentage viennent ensuite les personnes d'Afrique subsaharienne, essentiellement nigériane, et celles du Maghreb.

En 2016, le nombre de jeunes de moins de 25 ans a presque doublé. Les adultes âgés entre 26 et 55 ans correspondent à la moitié du public accueilli. On constate aussi que les personnes en provenance de l'Afrique subsaharienne ont en majorité entre 18-25ans et que les personnes de nationalité française sont de plus en plus jeunes.

Un tiers du public accueilli a un titre de séjour ou est un ressortissant européen. Un autre tiers est en cours de demande de régularisation (31 pour une demande d'asile et 77 personnes pour un titre de séjour vie privée et familiale).

Pour les ressortissant-es étranger-es, on remarque que les nigérianes représentent 90% des africains subsahariens et 66% des personnes originaires du Maghreb sont des algériens, majoritairement des hommes.



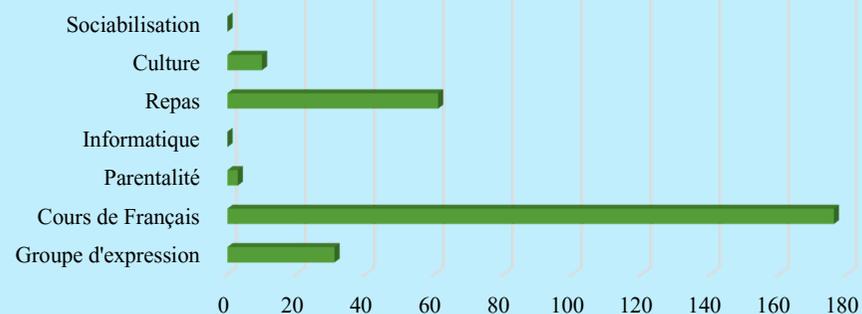
LA PARTICIPATION DES PERSONNES LIEE A LA VIE SOCIALE DE L'ETABLISSEMENT

Les ateliers proposés

ATELIERS	NOMBRE D'ATELIERS	NOMBRE DE PERSONNES DIFFERENTES	PARTENAIRES
GRUPE D'EXPRESSION	3	27	
DROIT ET L'EXERCICE DE LA CITOYENNETE	2	19	
COURS DE Français	29	49	ALLIANCE FRANCAISE
PROJECTION DE FILMS	2	11	
REPAS DU MARDI	61	35	
CITE LAB	1	5	
FORUM DE L'EMPLOI	2	8	
PARCOURS OPERA	5	26	OPERA D'AIX
MUR-MUR	5	9	
GRUPE DE PAROLES SUR LA SEXUALITE	5	9	PLANNING FAMILIAL
PREVENTION DES RISQUES LIES A LA SEXUALITE	1	6	AIDES
" LE BONHEUR NATIONAL BRUT "	1	9	URIOPS
PRESENTATION OFFRES DE SERVICES	1	6	EMMAUS CONNECT
JOURNEE BIEN-ETRE	1	11	
HEBERGEMENT D'URGENCE	1	9	SIAO

128 ateliers ont été proposés, 239 personnes ont participé à un ou plusieurs de ces ateliers

Graphique des ateliers réguliers de mai à décembre 2016



Nombre de participants total aux ateliers réguliers (de mai à décembre) 2016 :
281



LES ACTIONS EDUCATIVES sur l'Accueil de jour

Lors de la réflexion participative portant sur le projet d'établissement, de nombreuses personnes ont exprimé le souhait de participer à des activités collectives sur le thème de la santé, de l'insertion professionnelle, du cadre législatif, de l'accès aux hébergements et aux logements etc...

Nombre d'entre elles nous ont également sollicité pour le développement d'activités liées à la culture, au bien-être et au vivre ensemble.

Les personnes que nous accompagnons sont majoritairement isolées. Elles ont peu de possibilités d'évoluer en dehors de leur communauté d'origine ou celle liée à la situation prostitutionnelle.

Certaines ne parlent pas français. Elles ont peu d'espace, de disponibilité et de ressources pour identifier des solutions afin d'apprendre cette langue. La majorité des personnes que nous accueillons a également un faible niveau scolaire et/ou de qualification professionnelle. Autant de facteurs qui limitent le spectre de leurs choix et leur capacité de projection en dehors de l'activité prostitutionnelle.

S'appuyant sur cette demande, nous avons développé des activités collectives et le programme de ces activités est transmis chaque semaine par SMS aux personnes intéressées. La majorité des activités proposées s'appuie sur une pédagogie active.

Certaines sont régulières et d'autres ponctuelles, animées par des travailleurs sociaux d'ORION ou des intervenants extérieurs. Certaines se déroulent en dehors des murs, pour accompagner les participants à s'ouvrir sur l'extérieur.

Si la majorité des thèmes qui ont été proposés par les personnes accueillies sont abordés en accompagnement social individuel, ces propositions ont mis en évidence le souhait de voir se diversifier les espaces de parole, d'expression et de transmission d'information.

Ces activités sont plus ou moins encadrées en fonction des thématiques et de leurs objectifs, mais elles se veulent toutes suffisamment sécurisantes et bienveillantes pour que les participants soient en mesure de s'exprimer et de confronter leurs points de vue.



En partant de leur vécu et des sujets qui les touchent directement, les personnes sont amenées collectivement à s'exprimer, à se confronter, à analyser, à produire de la réflexion et de la connaissance. Celles-ci peuvent alors être portées et engendrer une prise de conscience, une prise en compte, voire un changement. Ainsi la mise en place de ce type d'atelier a permis pour certaines personnes de parler de leur pratique prostitutionnelle sans peur d'être jugées.

LE DROIT D'INSERTION

Vis-à-vis des personnes qui ont pu reprendre suffisamment confiance en elles-mêmes pour entamer un parcours de réinsertion, le lieu d'accueil offre ainsi une palette de réponses progressives et adaptées.



Ateliers réguliers proposés en 2016 :	Ateliers ponctuels proposés en 2016 :
<ul style="list-style-type: none">- Parentalité (espace jeu Parents / enfants)- Cours de Français- Cours d'informatique- Santé- Théâtre- Café curieux- Groupe d'expression sur la vie de l'établissement	<ul style="list-style-type: none">- Accès au logement- Insertion professionnelle- La connaissance du cadre juridique- Théâtre-Forum (respect des droits des personnes accompagnées)- Accès à la culture



ATELIERS : Groupe d'expression : Le projet d'établissement

21 personnes ont participé à une réflexion commune sur le projet de l'établissement (2016-2021).

En s'appuyant sur des activités issues de techniques de pédagogie active, les personnes accompagnées ont partagé leurs expériences et leurs souhaits d'évolution vers les services qui leurs sont proposés.

Ces ateliers se sont clôturés par un échange autour de propositions, avec l'ensemble de l'équipe éducative et les cadres de l'établissement.

Dans les mois qui ont suivi, l'ensemble du service a connu une réorganisation qui a pris en compte les propositions faites lors de ces ateliers. 23 personnes ont participé aux ateliers.

En synthèse, les demandes des personnes ont concerné principalement le champ de la réinsertion sociale et professionnelle. Trouver un emploi, une formation, suivre des cours d'informatique, de français sont les principaux sujets de préoccupations.

ATELIERS : Mur-Mur : Fresque murale

Pendant 2 mois, 6 personnes accompagnées ont été initiées à la pratique artistique et à différentes techniques de peintures murales, Elles ont ainsi peint une fresque murale sur le mur de la cour intérieure de l'Accueil de jour.

ATELIERS : Droit et l'exercice de la citoyenneté : Séance Théâtre forum

Dans le cadre des rencontres inters-associatives de l'ALID, 8 personnes accompagnées par ORION ont échangé autour de situations vécues où elles avaient le sentiment que leurs droits en tant qu'usager n'avaient pas été respectés.

Face à un public d'une quarantaine de personnes, 5 situations ont été tirées au sort et jouées en Théâtre-Forum par les personnes concernées.

Le théâtre Forum est une technique qui consiste à mettre en scène des situations d'oppression. Le public est alors invité à trouver une solution pour que l'oppression n'ait pas lieu.

L'ensemble des situations présentées lors de cet événement a trouvé des solutions s'appuyant sur les possibilités de recours prévus par le cadre institutionnel ou par la loi.

Repas du mardi

Chaque mardi, les personnes accueillies à ORION sont invitées à préparer une recette de leur choix. C'est un moment convivial, d'échanges et de partage. Les inscriptions sont limitées à 15 personnes.

Dans le cadre de la participation des personnes accueillies à l'élaboration du projet d'établissement, **deux ateliers participatifs** ont été mis en place pour faire émerger différemment des attentes et des besoins.

Egalement, nous avons relevé des attentes importantes pour participer à des activités culturelles, de loisirs (cuisine, couture, coiffure, sport..).

Lors de ces ateliers, les personnes ont émis des appréciations et des attentes par rapport à notre mode d'accompagnement. Ce qui construit les valeurs du CHRS a bien été valorisé par les participants : une bonne qualité d'écoute de l'équipe, la

capacité d'être en soutien pour faire émerger un projet, le fait d'être ensemble pour co-construire, pour avancer.

Les propositions d'amélioration ont été intégrées dans nos

projets d'action : élargir le temps des horaires de permanence, développer l'accompagnement vers l'emploi, mettre en place un dispositif pour répondre à des personnes en situation d'urgence ...

ACCOMPAGNEMENT A LA PARENTALITE/ESPACE JEU

Dans notre service, les questions autour de la parentalité sont nombreuses (la grossesse, l'accouchement, le développement de l'enfant, l'adolescence...) et les schémas parentaux sont très divers (parent en France avec enfant resté au pays, famille monoparentale, père inconnu ou pas présent auprès de l'enfant, enfant placé, famille en situation irrégulière...) autant de constats qui nous ont amené à faire des propositions autour des thèmes de la parentalité, des liens parents/enfants.

Une personne référente est identifiée pour cette action au sein de l'équipe mais aussi auprès des personnes accompagnées par le service. Les personnes peuvent la solliciter directement et elle peut aussi intervenir sur des accompagnements ponctuellement à la demande du référent social. Les demandes qui sont faites par les personnes peuvent être de différent ordre :

- Matérielles : besoin de lait, de couches, de vêtements, de matériel de puériculture (lit, poussette, porte bébé...)
- Informations : évolution de l'enfant pendant la grossesse et dans les premières années de l'enfance, les maux liés à la grossesse, l'accouchement, le rythme de l'enfant, l'inscription à l'école, l'alimentation...
- Soutien dans le quotidien : préparation à l'arrivée d'un enfant, soutien lors du retour à la maison avec son enfant, soutien et maintien du lien lors d'un placement et de situation de rupture, écoute des difficultés rencontrées, recherche de mode de garde...

Toutes ces demandes sont prises en compte dans l'accompagnement individuel de la personne et des propositions collectives sont aussi proposées.

Chaque semaine nous proposons un espace jeux pour les parents et les enfants au sein duquel ils viennent partager des moments privilégiés dans un cadre sécurisant.

La prostitution n'est pas parlée pendant cet accueil compte tenu de la présence des enfants. Cependant la plupart des familles ne fréquente pas d'autres lieux. Cet espace-jeux leur permet donc de se retrouver sur la parentalité.

Cet espace a pour objectifs de :

- Favoriser le lien parent-enfant et de soutenir la démarche éducative à travers le jeu.
- Réduire l'isolement des parents et de leurs enfants.
- Prendre en compte la situation de grande précarité des parents et de leurs enfants.
- Valoriser les compétences parentales.
- Permettre la transition entre notre association et d'autres structures telles que la PMI, la crèche, l'école...

Nous proposons aussi ponctuellement des sorties réservées aux parents et à leurs enfants.

Ces propositions ont pour but de multiplier les outils de communication, de mode d'entrée en relation et de création de lien de confiance. Ceci afin de permettre aux familles d'une part, de pouvoir parler des difficultés qu'elles rencontrent et d'autre part, de se sentir en sécurité en cas de besoin d'aide et/ou de soutien.



TYPOLOGIE DU PUBLIC

Caractéristiques du public

Les caractéristiques des personnes accueillies et accompagnées sont celles d'une population marquée par une grande précarité (absence de ressource ou minima sociaux, de liens familiaux ou amicaux, d'habitat adapté et sécurisant, de minima pour vivre). Le faible niveau scolaire, l'absence de qualification, de projet d'insertion professionnelle, de titre de séjour, l'absence de ressource et les difficultés de la langue sont des constantes majeures. On retrouve également la question de la traite à des fins d'exploitation sexuelle très présente lors du parcours migratoire. De nombreuses personnes accompagnées témoignent d'évènements sordides, où la violence n'a pas eu de limites. L'humain est monnayé tout au long du transfert jusqu'aux « trottoirs de l'Europe ». Les personnes accueillies se situent à différentes étapes des alternatives à la prostitution et de la sortie de la traite à des fins d'exploitation sexuelle : certaines ont complètement arrêté, d'autres se prostituent occasionnellement, et d'autres encore très régulièrement.

Personnes
seules :
2016 : 212
2015 : 192

Personnes seules
avec enfants :
2016 : 63
2015 : 65

Personnes vivants
en couple :
2016 : 15
2015 : 10

En 2016, nos interventions en particulier auprès des 0 à 3 ans vont de l'inscription en crèche ou à l'école, parfois pour de l'aide de première nécessité. Si dans notre manière de penser le travail

Age des personnes accompagnées

Moins de
18 ans :
2016 : 6
2015 : 1

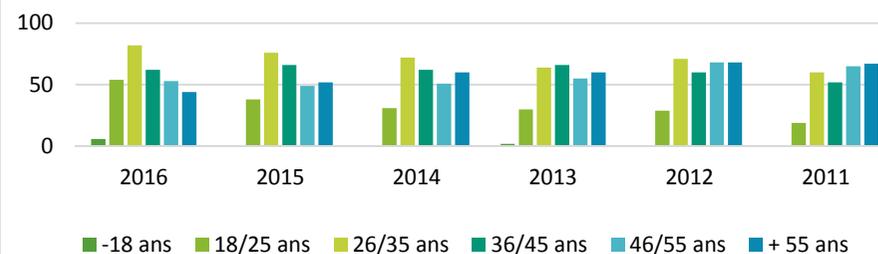
18/25 ans
2016 : 54
2015 : 13

26/45 ans
2016 : 144
2015 : 142

45 et plus :
2016 : 97
2015 : 101

social la personne est au cœur des préoccupations, il va sans dire que si un ou des enfants sont présents dans la cellule familiale, ils deviennent du même coup objet de notre vigilance. Si notre première attention sera de mettre en lien les différents services compétents, il est des situations où ce passage reste difficile à mettre en place, et la plupart du temps nous restons médiateurs à la demande des services eux-mêmes.

Evolution des âges des personnes accompagnées

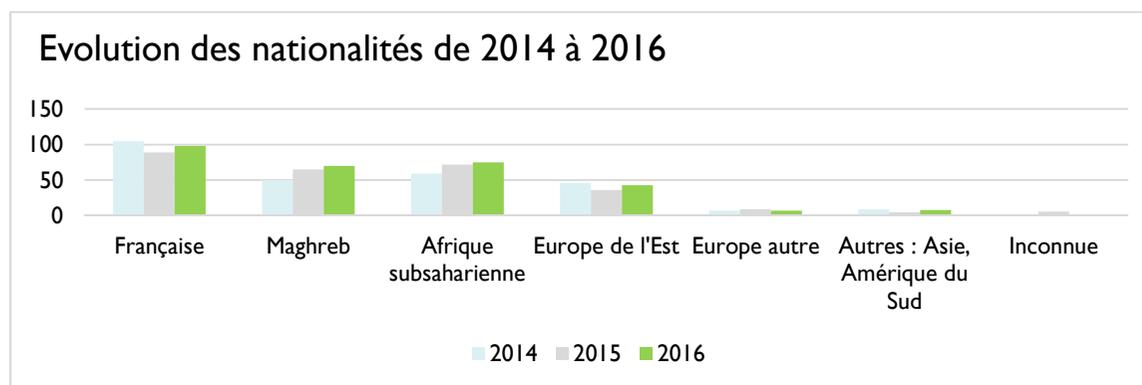


Cette année encore, nous avons vu le public rajeunir avec une très grande augmentation des moins de 25 ans. Les formes d'accompagnement vont différer en fonction des problèmes rencontrés.

Provenance des personnes

Plus d'un tiers ont une origine étrangère (immigration Afrique subsaharienne et maghrébines en majorité mais aussi de l'Europe de l'Est) et beaucoup un parcours migratoire lié à la TEH. Les personnes sont pour 74% célibataires et souvent très isolées. Même si les contacts avec leur famille sont réguliers, elles n'ont pas souvent l'occasion de sortir du milieu prostitutionnel.

Nationalité des personnes accompagnées :
 Française : 98 (2014 : 105)
 Maghreb : 70 (2014 : 50)
 Afrique subsaharienne : 75 (2014 : 59)
 Europe de l'Est : 75 (2014 : 59)



Descriptif de l'accompagnement et évolution des motifs des accompagnements

Nombre de personnes accompagnées :
 2016 : 301
 2015 : 282
 2014 : 277

Turn over 76% (entrées 129 et sorties 101)

Motifs de sorties des 108 personnes :

- 41 Demandes sans suite
- 19 Suivis ponctuels
- 15 Autonomie
- 11 Réorientation
- 6 Hébergement AdN 13
- 5 Déménagements hors région
- 1 Rupture de PC
- 3 Décès

Durée de l'accompagnement

Moins d'1 an
2016 : 47%
2015 : 33%
2014 : 31%

De 1 à 2 ans
2016 : 22%
2015 : 17%
2014 : 17%

De 2 à 4 ans
2016 : 15%
2015 : 22%
2014 : 25%

Sortir/diminution de la prostitution

2016 : 35
2015 : 23
2014 : 16

Accès à la santé et aux soins

Demande d'accès aux soins
2016 : 246 sur 301 accompagnements
2015 : 186

2016 : 35
2015 : 36
2014 : 50

Quelques chiffres sur l'accompagnement social

Situation vis-à-vis de la prostitution

Sur 301 personnes accompagnées, 280 personnes sont directement concernées par la prostitution. 144 sont en situation de prostitution régulière, 27 occasionnelle. 126 ont arrêté la prostitution. Plus de 80% des personnes accompagnées par le service se prostituent sur Marseille.

La durée de prise en charge : 45 % des accompagnements ont moins d'un an

Le nombre de prise en charge de courte durée

30 demandes d'aides financières et/ou alimentaires
17 dossiers logements
8 dossiers AF
8 dossiers AAH
18 dossiers RSA
28 divers (impôts, CNI...)
5 dossiers retraite

Durée de la prostitution :

- moins d'un an : 22
- de 1 à 5 ans : 94
- de 6 à 10 ans : 54
- de 10 à 20 ans : 69
- 20 ans et plus : 14

est en augmentation par

rapport à celui de 2015 (43%). Le temps d'accompagnement est également de plus en plus morcelé. Les personnes commencent un suivi puis disparaissent et ne reviennent que quelques semaines plus tard.

Les prises en charge de courte de durée nécessitent un travail d'adaptation des pratiques car les travailleurs sociaux ne disposent pas de la même temporalité pour agir.

Toutes les personnes concernées par la prostitution qui viennent à l'Amicale du Nid ne sont pas nécessairement porteuses d'attentes qui nécessitent une prise en charge ou ne sont pas en capacité matérielle de pouvoir le faire.

Ainsi sur les 365 personnes accueillies au centre d'accueil, 75 d'entre elles ne sont pas revenues plus de deux fois, ou ont été réorientées.

On assiste à un nombre croissant de personnes qui viennent demander un soutien à l'Amicale du Nid et qui ne reviennent pas en partie pour des raisons liées à la traite des êtres humains. Les travailleurs sociaux ont noté que des personnes, lorsqu'elles commencent à évoquer la « madame », la dette, les difficultés à se prostituer, peuvent disparaître de l'accueil de jour voir des trottoirs où elles étaient rencontrées. Le déplacement des personnes est une technique utilisée par les réseaux dès que les personnes montrent des signes d'émancipation.

Les personnes viennent majoritairement au centre d'accueil avec une ou des demandes la plupart du temps urgentes et complexes qui vont nécessiter du temps pour être résolues. L'accompagnement va prendre la forme de rendez-vous réguliers, souvent resserrés dans le temps, mais aussi avec des moments d'interruption liés à la propre temporalité de la personne. Ce lien de confiance tissé entre la personne prostituée et le référent social va permettre d'aborder la question de l'alternative à la prostitution.

Nombre de personnes participant au cours de FLE/alpha
2016 : 49

99 personnes, soit 33% des personnes accompagnées sont en recherche de logement/hébergement.

Recherche
d'hébergement /
mise à l'abri
2016 : 44
2015 : 36
2014 : 18

44% du public accueilli est sans domicile fixe. Hébergé par des tiers, en Hôtel, en centre d'hébergement ou sont sans domicile fixe. Ainsi, compte tenu du nombre de personnes en recherche de logement, il nous a semblé important de penser notre action différemment. La recherche d'un habitat demande une valorisation du partenariat et des réseaux pour établir, rétablir et garantir l'accès au logement. Le développement d'un réseau partenarial autour du logement est nécessaire pour renforcer nos outils et nos moyens. L'objectif du soutien individuel proposé, est de permettre l'accès et le maintien durable

des personnes dans un logement adapté. Cependant, l'absence de ressource et de situation administrative régulière freinent l'insertion. Ainsi sur les 101 accompagnements clôturés, 34 personnes étaient toujours en recherche d'un hébergement.

L'accompagnement à la recherche de logement permet de définir un projet adapté à chaque situation et d'accompagner les démarches de recherche. Le référent de l'accompagnement social poursuivra l'accompagnement social en vue de préparer l'accès ainsi que l'installation dans le logement. La plupart des personnes ont dû trouver à se loger dans des habitats précaires : meublé, hôtel, sous-location souvent en sur occupation.

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL EN MILIEU OUVERT

L'accompagnement social intervient dans la continuité du travail réalisé en maraude et dans l'accueil de jour. L'approche éducative privilégiée par le service consiste en la recherche d'une cohérence entre l'accompagnement individualisé par l'ouverture de droits (droits administratifs, droit à l'accès à la santé et aux soins, droit de la mise à l'abri et au droit au logement, ...) et en lien avec le vécu prostitutionnel. Il s'agit d'accompagner un temps des personnes dans leurs choix, et de les aider à s'inscrire dans une dimension éclairée de ces choix : conséquences de la prostitution, libre arbitre, processus d'emprise du système prostitutionnel... Parce que nous sommes convaincus que la prostitution est une violence qui abîme les corps et les esprits, la connaissance du phénomène doit particulièrement être présente dans l'accompagnement sous différentes formes de paroles. Intervenir sur la demande (avoir des papiers, trouver un travail, un logement...) sans toucher au système de valeurs, aux conséquences de ce vécu prostitutionnel est un risque pour la personne de voir cette situation se répéter et de s'inscrire dans une reproduction des faits, voire même de passer du statut de victime à celui de bourreau.

Les demandes touchent différents domaines qui peuvent se cumuler pour une même personne : absence de titre de séjour, absence de ressource, d'hébergement, de soutien, de connaissance du fonctionnement de nos institutions. L'accès à des soins, l'accompagnement, pour un IVG, l'instruction d'un dossier AME sont des demandes récurrentes et constantes en travail de rue. Ces demandes ponctuelles s'inscrivent sur un travail à long terme que les travailleurs sociaux appellent le temps de l'accroche.

Les conditions précaires dans lesquelles les personnes accueillies, la violence et les conséquences de la prostitution, laissent souvent des séquelles physiques importantes. La situation des migrants-es, les premiers jours suivant l'arrivée en France, n'est guère plus sécurisante (notamment en cas de situation de rue ou d'emprise des réseaux). Sur le plan psychique, les traumatismes peuvent aussi être nombreux. Ils peuvent aussi bien être liés à la situation qui a précédé leur départ du pays d'origine (drame familial, violence pour homophobie, extrême pauvreté), qu'aux événements traumatiques survenus durant le voyage ou après l'arrivée en France (isolement, violence du milieu prostitutionnel, actes sexuels très fréquents, imposés par l'argent et souvent sans protection, Dans ces conditions, la santé est souvent la porte d'entrée à l'accompagnement social.

Les évolutions du type d'intervention, dimension de l'urgence, des mises à l'abri, les limites et les freins

Le parcours : un objet à construire

Le *parcours* ne se réduit pas au seul circuit observable des personnes. Il est avant tout la résultante d'une approche sociale cherchant à construire avec les personnes, sur ce qu'elles en disent, laissent paraître de leur situation, par un accompagnement souvent long où « faire confiance » est un élément clé et propre à chaque personne.

Il ne s'agit donc pas de chercher quel serait le parcours-type idéal sans rupture, mais d'inviter les personnes accompagnées à entrer dans ce processus afin de dégager et d'enclencher par eux-mêmes des évolutions favorables à une

amélioration des parcours de vie où les périodes de prostitution pourront s'alterner par des phases de plus en plus importantes sans prostitution. Les « *bénéfices* » perçus par la prostitution seront de moins en moins importants au regard des bénéfices liés à l'augmentation des périodes sans actes tarifés. Les femmes qui ont une addiction associent souvent l'acte sexuel tarifé comme un « bénéfice perçu » pour pouvoir acheter des produits. Il est clair que cette notion de « bénéfices » ne concerne pas les victimes de traite et de proxénétisme. **La complexité du sujet incite à une approche plus pragmatique. Appréhender l'accompagnement social**

par une approche de parcours permet d'être dans la construction d'un lien, de le faire vivre et de recomposer des objectifs à partir de ce que donne à voir la personne. Elle n'est pas soumise à la contrainte de la relation d'aide dictée souvent par l'exercice du travail social. L'approche en parcours avec l'ensemble des outils proposés que la personne choisit ou pas a pour objectif que la personne s'en empare par elle-même et enclenche un processus d'émancipation qui requiert de penser son rapport aux autres, à soi et à l'environnement dans lequel elle évolue.

Un parcours par étapes mais jamais linéaires

Qu'est ce qui est de notre ressort lorsque la personne ne demande rien ?

La première étape de l'accompagnement est bien sûr d'établir un lien, un lien de confiance. *C'est ce cadre sécurisant qui peut aider à l'expression de la demande.* Les personnes arrivent souvent désorientées, angoissées et n'appréhendent pas encore complètement les missions du service. La première rencontre permettra de présenter rapidement le lieu. *Ici on ne juge pas, chacun a le droit de se prostituer, ou d'arrêter, ici on ne donne pas d'informations à des tiers non agréés par la personne La posture est d'accueillir dans la bienveillance. Si la personne est en activité prostitutionnelle, elle peut ne rien exprimer, ne rien demander. Ce qui est pris en compte c'est qu'elle manifeste le souhait d'être présente, par l'accueil de jour ou en entretien individuel. C'est souvent sa situation sur le moment qui va être prise en compte.* Souvent la personne

verbalise une demande de base : une domiciliation, un hébergement d'urgence, pouvoir manger, se nourrir. Certaines personnes au fait de notre travail sur la TEH, nous demandent un suivi social pour une demande d'asile. Le discours est souvent ficelé et parfois les personnes arrivent avec un récit de vie « acheté à leur proxénète ». Ce premier accueil est un moment important et ouvre à 80% sur une demande d'accompagnement individuel. Les autres prendront le temps pour s'exprimer ou pas. Ce qui est recherché c'est le lien, la reliance à un environnement différent de celui de la prostitution. C'est cette relation au service qui sera la base de l'accompagnement.

Ainsi, l'étape de l'ouverture de droit viendra comme légitimer cette demande : en effet, l'accès au droit recouvre bien plus qu'un simple aspect informatif. Il permet d'offrir des supports de relation, de par le temps d'échange qu'il nécessite, et ainsi de pouvoir aborder les questions liées à la

prostitution, qui font la spécificité de notre accueil.

L'étape suivante sera de se dégager de cette demande de base pour que la personne puisse exprimer ce que lui apporte la prostitution au-delà de la seule question financière et qu'elle puisse s'extraire du processus d'emprise. L'émancipation du système d'emprise doit questionner la singularité de chaque individu, ses désirs. La question de ces choix se pose. Le consentement de l'acte de prostitution est lui aussi interrogé, est-ce un consentement éclairé ? Face à la pression du réseau la violence et les menaces la personne est dans une position de survie et de contrainte et la prostitution est subie. Mais les situations sont complexes et le parcours s'accompagne d'avancées mais aussi souvent d'échecs. La question de ce que la personne va « perdre » en quittant la prostitution est omniprésente.

Intervenir avec la réalité prostitutionnelle : le mot prostitution s'impose à nous de multiples façons.

L'accompagnement de Brama ou la Prise en compte des effets de la prégnance de la prostitution dans les modalités d'accompagnement.

Le passage d'une étape à l'autre :

Comme nous l'expliquons plus avant, l'Amicale du Nid 13 va proposer d'intervenir par étapes qui commencent par la rencontre et l'accroche dans la rue avec l'Equipe Mobile visant la formulation d'une demande puis un accompagnement à visée d'insertion sociale avec l'équipe Accueil de Jour.

Comme pour une majorité des personnes inscrites dans la précarité et la prostitution, *l'accompagnement de Brama ne s'effectuera pas de manière linéaire.*

Brama est issue d'un pays hors union européenne, elle est suivie au service depuis 2012. Elle est passée par une période d'observation du fonctionnement à une mise en confiance avec les travailleurs sociaux, nous l'accompagnons dans ses demandes de régularisation et autres demandes essentielles. En 2016, nous écrivons son projet d'accompagnement. Elle souhaite l'arrêt de la prostitution donc la régularisation de sa situation administrative et l'accès au travail.

Brama vit dans la clandestinité totale de 2012 à 2016.

Durant ces années de clandestinité et d'activité prostitutionnelle, elle n'a eu de cesse de garder à l'esprit son

L'accès au soin

Près de plus de 70% des personnes énoncent pendant l'accompagnement des problèmes de santé. Même si cette question est souvent périphérique aux demandes car l'ouverture des droits administratifs ou sociaux reste la plus clairement demandée. Le conventionnement avec la

objectif, et de le perdre aussi. L'ancrage dans la prostitution a mis à mal la concrétisation des projets : il a fallu deux années de travail pour aboutir à un dossier de demande de titre de séjour « étranger malade ».

C'est une période durant laquelle elle a effectué des allers retours entre les étapes proposées, parfois de manière irrégulière, au gré de sa réalité prostitutionnelle du moment, comme si le chaos psychique qu'entraîne la prostitution chez elle se dupliquait sur l'accompagnement : *Plus elle se prostitue, moins nous la voyons, plus elle oublie, moins elle comprend, plus elle fume du cannabis, plus elle se met en danger, plus elle se bagarre, plus elle agressée par des clients, moins elle sait se protéger, moins elle parvient à raccrocher avec la réalité que nous lui proposons.* Le relais pris par l'équipe mobile va alors être primordial pour garder le contact, Brama va leur parler de la violence de sa réalité du moment, l'équipe mobile va de nouveau faire exister le service, elle va revenir et être reçue en permanence sociale, elle va pouvoir reprendre un processus d'accompagnement, revenir me voir et moi je vais refaire exister le chemin parcouru ; c'est d'autant plus important et efficace que Brama a vraiment confiance dans le service et réagit au quart de tour à notre inquiétude pour elle.

Il n'empêche que la prégnance de l'activité prostitutionnelle a fait régresser l'accompagnement (pour d'autres, elle va faire échouer un entretien d'embauche, et même faire rupture dans l'accompagnement !). Il est alors important que les

CPAM permet d'accélérer l'ouverture des droits voire souvent de débloquer certaines situations complexes.

Cependant l'accès aux soins même lors de l'ouverture des droits reste une difficulté. La compréhension du système des soins, les interactions avec l'environnement prostitutionnel restent des freins à l'accès à la santé.

acteurs présents à chaque étape de l'intervention, se remettent en lien avec la personne et entre eux pour faire perdurer continuité et permanence et permettre de revenir. *Il faut alors accepter de recommencer, reprendre l'accompagnement avec la personne, là où elle en est, gardant les bénéfices de l'accompagnement passé.*

En 2016, Brama obtient un titre de séjour de 1 an ; c'est une grande victoire, mais elle est toujours en situation de vulnérabilité car sa situation administrative ne lui ouvre pas encore de droits en termes d'allocation. Ce qui signifie qu'elle se prostitue toujours pour vivre et payer son loyer (location clandestine de 600€ par mois). En revanche, elle a le droit de travailler depuis 1 an, elle est en recherche active d'emploi. Brama veut trouver du travail pour arrêter la prostitution. Depuis peu, elle a un petit contrat de travail (salaire : 200€ mensuels). Elle est inscrite dans une réelle démarche d'emploi avec les référents de l'équipe. Elle a beaucoup de compétences, est volontaire, débrouillarde. Nous travaillons à un titre de séjour plus conséquent, elle est très présente dans ses démarches.

Elle espère entrer dans le dispositif « parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle ». Nouvelle étape dans sa vie.

	BILAN PARTENARIAT ACCES AUX DROITS PAR ANNEE	
	2015	2016
Nombre de dossiers présentés	96	224
Nombre de dossiers complets	53	161
Nombre de dossiers incomplets	43	63
Nombre de dossiers hors convention	0	0
Taux de dossiers complets	55,21%	78%

Depuis le début de l'année 2016 de nombreux changements sont intervenus à la Sécurité Sociale : la création du dispositif PUMA (remplace CMU base), la création du service « Précarité » où les dossiers sont traités par de nouveaux techniciens, la création Service CREIC (le service traite les dossiers des européens inactifs).

La remobilisation autour de l'emploi

Il est utile de préciser que pour beaucoup de personnes, l'impossibilité administrative bloque toute insertion par l'emploi. Par ailleurs, sans enfermer les personnes dans une représentation trop figée d'une réalité qui minimise la complexité de leur histoire, beaucoup n'ont jamais accédé à un emploi.

La nécessité de les accompagner vers une employabilité reste nécessaire. Nous proposons en partenariat avec l'Alliance française, deux fois par semaine des cours pour acquérir les bases d'un français compris et parlé, élément essentiel pour l'accès à l'emploi. Malgré tout le partenariat avec l'Alliance Française

25 personnes ont bénéficié d'un accompagnement dans le cadre de l'insertion socio-professionnelle

Sur 301 personnes :

- 196 ont une CMU de base
- 141 ont une CMUc
- 68 ont l'AME
- 31 n'ont pas de couverture sociale

Des points restent à améliorer en particulier le peu de retours ni de liens avec le service CREIC ce qui bloque des ouvertures de droits et ainsi l'accès aux soins. Cependant, en règle générale, les dossiers complets sont traités en 15 jours. Il y a une meilleure compréhension des documents demandés ou présentés, la possibilité d'argumenter pour une meilleure prise en charge de la personne. Il reste à mieux informer les personnes sur les documents nécessaires pour que le dossier soit complet et donc recevable. L'accompagnement Hors les Murs pour les personnes très ancrées dans une activité prostitutionnelle permet de tisser une relation de confiance.

Dans le cadre de la convention CPAM, la référente de la thématique santé du service a honoré 49 rendez-vous en 2016 pour 224 dossiers déposés, dont 161 dossiers complets (72%) et 63 rejetés (28%). Sur 131 dossiers CMUC, 87 ont été validés dès le premier dépôt ce qui représente 66,5 % de dossiers complets. Sur 93 dossiers AME, 74 ont été validés dès le premier dépôt ce qui représente 79,5% de dossiers complets. Le taux est plus élevé pour les dossiers AME, dont les critères de complétude sont différents de ceux de la CMUC. Au final tous les dossiers rejetés en 2016 ont eu une réponse en différé après le 2 ou 3^{ème} dépôt.

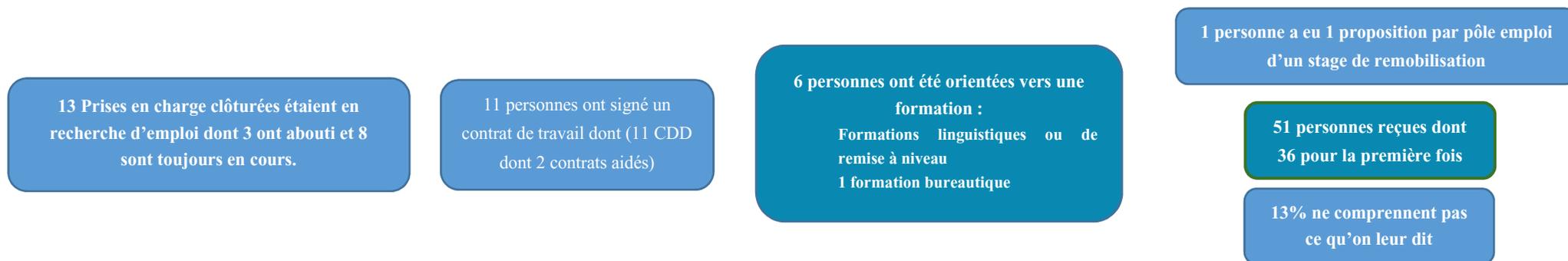
permet d'apporter une réponse concrète et de qualité. L'aide que nous proposons ne peut pas répondre aux problématiques multiples. Au regard des freins et des limites que nous constatons, il s'avère essentiel de travailler auprès des personnes la mise en place d'aide aux démarches pour lever les freins à l'insertion. Dès le commencement de l'accompagnement, les problèmes de santé, de logement freinent la recherche d'un emploi.

Sur 301 personnes,
41 sont en recherche d'emploi
18 sont intéressées par une formation
19 sont inscrites à Pôle Emploi

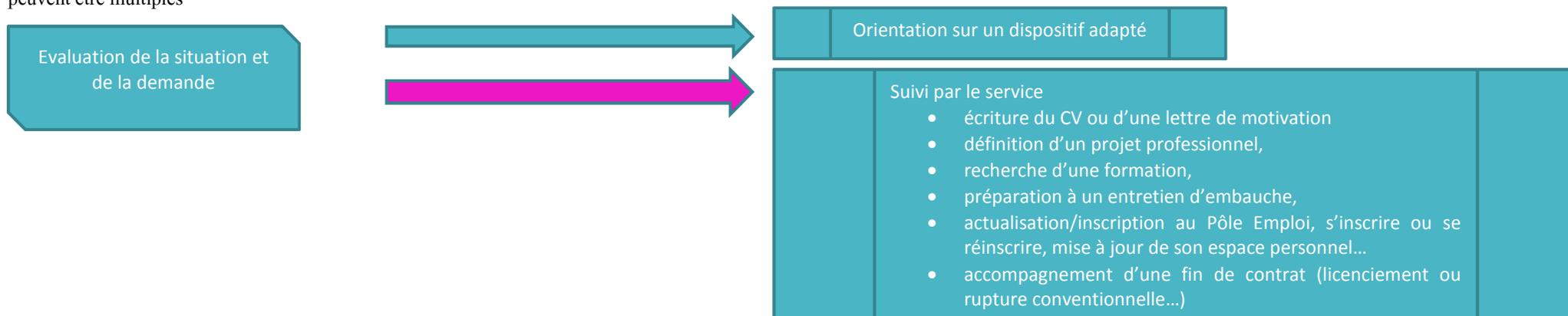
L'acquisition de nouvelles compétences, l'accès à une formation, les réflexions sur l'orientation en fonction du vécu et du souhait de chaque personne sont devenus nécessaires sous une forme plus contractuelle, en particulier dans le cadre des parcours de sortie de prostitution. Compte tenu des difficultés rencontrées, il nous semble nécessaire de travailler sur un parcours socioprofessionnel à partir d'une expérience de travail (stage, CUI, Intérim d'insertion) ou d'une

formation en situation de production soutenue par un accompagnement individualisé adapté à chaque personne. Il semble nécessaire de proposer des outils complémentaires et variés, qui offrent des possibilités de parcours multiples aux personnes accueillies.

En 2016, sur les 101 PC clôturées, 3 personnes ont accédé à un emploi ou à un contrat en alternance.



L'accompagnement est proposé en individuel, en entretien ou en accompagnement extérieur. Il est personnalisé. Le premier rendez-vous est un temps de bilan sur le projet de la personne. Les demandes peuvent être multiples



Si la personne le souhaite une aide peut lui être proposée, avec une diversité de réponses

Pouvoir passer par des étapes à l'insertion (contrat aidés CUI-CAE, chantiers d'insertion, entreprises d'insertion, Service civique ou garantie jeunes)	Repérer et valoriser ses compétences
Expliquer le fonctionnement du marché du travail	Informar les personnes sur leurs droits et se référer au texte du ministère de travail
Contactar un employeur pour aider à faire valoir ses droits	Apprendre les techniques de recherche d'emploi
Expliquer le fonctionnement du marché du travail	Faire le lien avec les services publics liés à l'emploi (Pôle emploi, Mission locale, la Direccte...)

Les principales difficultés dans le suivi des personnes

Les personnes qui viennent pour une recherche d'emploi sont souvent dans l'immédiateté. Elles souhaitent obtenir un travail tout de suite. Lorsque la prostitution est très présente dans le quotidien, il devient clairement impossible de se remobiliser sur une recherche d'emploi.

Lors du premier entretien, une évaluation de la demande de la personne est faite. Bien souvent les personnes veulent travailler et pensent qu'elles peuvent avoir accès facilement à un emploi, une

alternative à la prostitution. Il est nécessaire d'échanger autour des repères du monde du travail. Pour la majorité des personnes, il y a un décalage entre leurs demandes et les actions qu'elles peuvent mettre en place. En effet, des difficultés émergent pour s'approprier les techniques de remobilisation, un manque de régularité, des problèmes d'autonomie dans les démarches. L'absence d'un mode de garde pour les enfants est aussi un frein à la recherche d'emploi. Aujourd'hui, pour des personnes sans qualification et avec un niveau d'études faible, il est très difficile de trouver un emploi où la maîtrise de l'écrit n'est pas exigée par l'employeur. Les candidatures se font dorénavant par internet ou en ligne via les sites des entreprises y compris pour Pôle Emploi.

Le public primo-arrivant maîtrise rarement la langue française. Dans ces cas-là, comment se présenter, présenter son parcours professionnel, comment exprimer ses motivations, ce que l'on sait faire ? Pour les personnes qui ont d'importantes difficultés linguistiques, cela passera par une formation adaptée et intensive. Nos cours deux fois par semaine viennent aussi apporter une réponse.

Atelier informatique

A chaque séance, il y a en moyenne 3 personnes mais la plupart des personnes ne viennent qu'une seule fois pour des besoins très ponctuels bien souvent à la demande de leur référent social : créer une adresse mail, consulter un compte CAF ou Pôle Emploi ou saisir un CV. 6 personnes sont venues très régulièrement avec une moyenne de 15 séances sur l'année, ces personnes ont la volonté d'aller vers une autonomie dans leurs démarches d'insertion. Certaines

personnes apprennent la langue française au travers d'exercices en ligne. Seules 5 personnes ont demandé d'apprendre à utiliser un traitement de texte.

Ateliers informatiques en 2016 :
29 personnes ont participé sur 24
séances proposées en collectif

ALLER VERS

maraudes Nuit

2016 : 54

2015 : 52

2014 : 66

maraudes Jours

2016 : 77

2015 : 50

2014 : 52

2016 : 448 personnes différentes avec 128 premiers contacts dont 32 personnes sont venues sur service

2015 : 117 nouveaux contacts dont 21 revues sur service personnes

du matin avec la sortie de deux binômes sur deux secteurs différents de la ville de Marseille, l'équipe mobile sort en maraude également en journée spécialement dans le centre-ville et où en dehors de Marseille notamment sur les secteurs d'Aix en Provence, Luynes, Gardanne, Gignac la Nerthe pour ne citer que ceux-là. Ces maraudes d'une moyenne de trois sorties par semaine sont également nourries à priori par des temps de prospection de nouveaux lieux de prostitution. Ces prospections sont organisées en réunion d'équipe soit suite à nos observations du terrain quant aux changements ou mouvements de l'activité prostitutionnelle, soit suite à des alertes venant des partenaires avec lesquels nous travaillons ou des informations informelles du réseau professionnel de certains salariés. C'est ainsi que certaines alertes, nous ont conduits à effectuer des sorties sur les routes du pays d'Arles, Lançon de Provence, Fos-Martigues, les alentours d'Aix en Provence. C'est ce que nous appelons « faire du Hors Marseille ». Ces observations, alertes et informations nous ont également amenés à investir un secteur assez stratégique et incontournable de la ville de Marseille, à savoir la **gare St Charles**.

Cette année encore, l'équipe mobile a rencontré de nouvelles personnes dans la rue. 158 maraudes ont eu lieu. Les lieux des maraudes ne changent pas réellement. La nuit ce sont sur les secteurs de Sakakini, Prado et centre-ville que se rend l'équipe mobile. Cette modalité d'intervention constitue un moyen de rentrer en contact et de construire des liens avec de nouvelles personnes. C'est un moyen incontournable pour contacter des personnes qui n'ont quelquefois pas conscience qu'elles ont des droits et qu'elles peuvent les faire valoir.

Les missions que portent les maraudes sont les suivantes : susciter une demande chez la personne, repérer et identifier, tenir une veille sociale, rencontrer régulièrement les personnes, s'en saisir comme un outil de lutte contre la relation d'emprise. Pour leur rythme, à l'instar de la maraude de nuit qui a habituellement lieu tous les mardis de 22h à 02h

Une maraude est aussi organisée en journée, en centre-ville car un autre public s'y rend. Nous pouvons aussi nous rendre sur les autres lieux de prostitution repérés comme au Nord du département et au Nord-Ouest. Nous avons aussi repéré des lieux de prostitution aux alentours de la gare St Charles et nous nous y rendons plus fréquemment.

Sur les 3 436 contacts, beaucoup sont déjà connus du service, voire parfois accompagnés de manière ponctuelle.

Sur les 3 436 vues, moins de 8% non pas été contactés. Soit la personne ne souhaitait pas une mise en lien ou elle est en transaction avec un client. L'équipe reviendra la voir plus tard.

STATISTIQUES

L'augmentation des contacts est essentiellement due à l'augmentation de nos maraudes jours et nuits ce qui permet de faire aussi de nouveaux contacts.

2016 : 3543 contacts

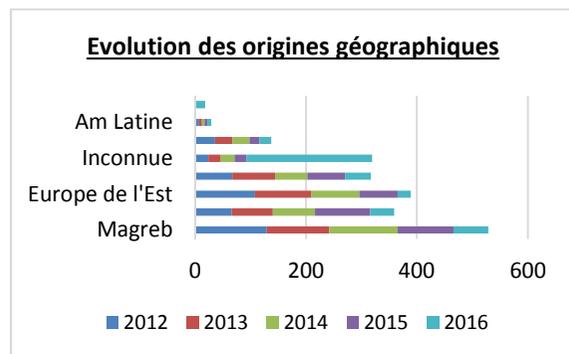
2015 : 3227 contacts

Un pan de la population rencontrée en maraude présente une précarité. Les situations personnelles vécues par les femmes sont de plus en plus diverses, complexes et touchent à de multiples problématiques (santé, hébergement, logement, santé, administratif, juridique, lien familial...). Les relais et les solutions se raréfient.

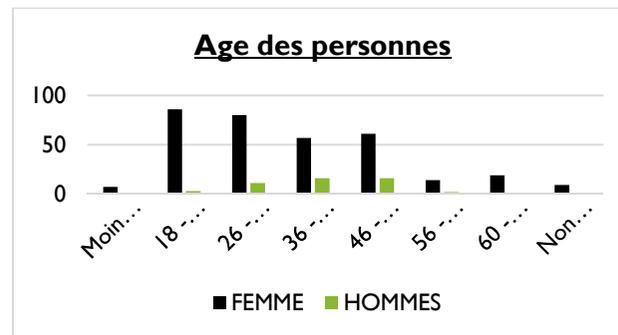
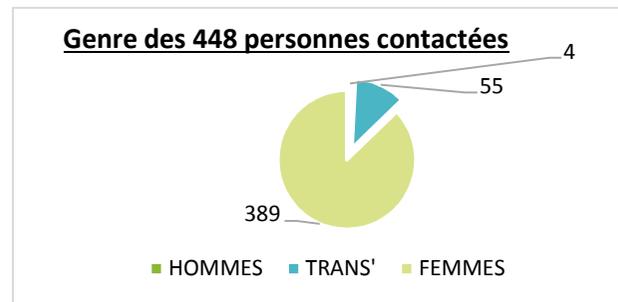
Certaines personnes ont connu un passage important dans des lieux d'accueil, d'hébergement et de réinsertion. D'autres viennent d'arriver sur le territoire français après un périple plus ou moins long à travers l'Europe et l'Afrique. D'autres cumulent des handicaps au niveau de l'emploi, du logement, de la formation, des ressources financières mais aussi de la santé. Elles agissent souvent dans l'urgence et l'instantanéité. Ce sont toutes des personnes fragilisées, ayant vécu des échecs répétés et qui ont perdu confiance. Nombreuses sont celles aussi n'ayant pas de titre de séjour ouvrant droit au travail.

Le profil des personnes rencontrées

Sur les 448 personnes rencontrées, plus d'un tiers a moins de 25 ans et ne sont quasiment que des femmes. Sur ces 102 personnes, la plupart provient d'Afrique subsaharienne (en particulier du Nigeria), et est dans le circuit de la TEH. Les 25-35 ans, représentent un tiers du public rencontré en rue et la part des personnes transgenres augmente sensiblement. Les 7 jeunes femmes pour qui une présomption de minorité a été constatée, ont toutes fait l'objet d'un signalement au Parquet des mineurs, ainsi qu'un appel au 17, au moment de la rencontre.



La faible proportion des hommes non transgenre est due à notre difficulté de repérer cette prostitution moins visible et de rentrer en contact avec eux.



Provenance des personnes

Une grande part d'entre elles ont eu un parcours migratoire : viennent d'Afrique subsaharienne, du Maghreb, d'Europe de l'Est.

On constate que le nombre de personnes du Maghreb et de l'Europe de l'Est sont en nette diminution même si les personnes du Maghreb représentent un tiers des personnes rencontrées. Le nombre de femmes provenant d'Afrique subsaharienne a augmenté en 3 ans ainsi que celui des françaises.

Comme en 2015, l'équipe mobile a dû faire face à un nombre croissant de jeunes femmes, essentiellement nigérianes pour

Genre des nouveaux contacts :

- Femmes : 117
- Hommes : 1
- Trans : 11

qui la question de la minorité a été soulevée. Se déclarant souvent majeures, avec un faux prénom, elles paraissent très jeunes entre 15 et 17 ans et de fait, lors des

premiers contacts ne connaissent pas souvent les codes de la prostitution. Pour ces jeunes femmes, qui paraissent être des mineures isolées étrangères, un appel au 17 est effectué puis le lendemain, un signalement au procureur est réalisé, basé sur des présomptions.

Un nouveau territoire pour l'Aller vers : La gare St Charles

Suite aux informations reçues concernant des activités prostitutionnelles qui existeraient sur ce lieu, nous avons mis en place de nouvelles modalités d'intervention. La gare reste un lieu de « zonage » pour les personnes isolées, en errance, un lieu des échanges illégaux (recel, vente de divers produits.). A la gare Saint Charles, débarquent les personnes migrantes pour la plupart venant d'Italie ou d'Espagne en direction de destinations connues ou inconnues. Des migrants souvent vulnérables du fait de leur méconnaissance du territoire avec des handicaps tels que des problèmes financiers ou la non maîtrise de la langue française.

La gare est un environnement complexe, où les personnes se perdent et croisent un public diversifié : voyageurs, personnes sans domicile fixe en attente du repas chaud du soir s'il y en a, usagers de drogues, vendeurs en attente d'acheteurs, personnes isolées et solitaires, petits groupes de jeunes déscolarisés tournant en rond, arracheurs de colliers ou de sacs, mineurs étrangers non accompagnés ou non orientés en attente du « bon samaritain ». Ce « Melting-pot de détresse sociale » semble favoriser des interactions basées sur le pouvoir, la loi du plus fort, d'emprise où la survie a l'air d'être le quotidien pouvant aller jusqu'à se « donner ». L'existence de relation ou d'activité prostitutionnelle n'est alors pas un secret pour toute personne ayant un centre d'intérêt à la gare St Charles et qui y passe du temps comme cet agent de sécurité qui nous a montré le parking où se déroulent les passes, ce médiateur social de l'association « Les dunes » qui nous a parlé des voitures des trains où des filles se rendraient avec des hommes etc.

Ce tableau de la gare St Charles et même si elle n'est pas que cela, l'équipe mobile du pôle « Aller Vers » le connaissait mais c'est après la décision de commencer par un temps d'observation et de recueil d'informations sur et autour de la gare auprès des usagers, des professionnels et des services ou établissements sociaux du territoire qu'elle la verra plus en profondeur. Du parvis aux escaliers en passant par la place Victor Hugo jusqu'à l'intérieur de la gare, nos deux mois d'observation active en binôme nous ont permis de remarquer des événements récurrents : presque les mêmes groupes de jeunes filles allant rejoindre presque les

mêmes groupes de jeunes garçons, des femmes seules avec juste un petit sac faisant des allers retours passant d'un banc public à un autre, des personnes d'Afrique subsaharienne assises toujours en bas des escaliers en face de la FAC, la même jeune fille demandant aux voyageurs inconnus de la prendre en photo avec son téléphone portable. Toutes ces scènes assez répétitives observées tous les mercredis nous ont confirmé la nécessité de montrer notre présence dans cette forêt d'intérêts multiples et variés et de nous faire identifier en tant qu'intervenants sociaux sur les pratiques sexuelles à risque. Cette manière de nous présenter permet d'ouvrir le dialogue et d'éviter l'effet de repli sur soi que pourrait avoir toute personne qui ne s'identifierait pas dans une pratique prostitutionnelle en l'absence d'échange financier mais en contrepartie de service. C'était aussi pour faciliter les premiers mots, les premières phrases sur la question de la prostitution sexe contre argent et toutes les formes qu'elle peut prendre sur la gare à savoir du sexe contre de la drogue en passant par du sexe contre un café au chaud par exemple.

Malgré nos présences régulières, il n'était pas évident pour nous d'assister de manière ostentatoire à une relation prostitutionnelle telle que des négociations de prix, soupçon ou témoins malgré nous de passe, tenue aguicheuse et explicite... comme on en voit en maraude sur les routes où les personnes sont en situation de prostitution. Cependant les informations des professionnels comme ceux du SOS Voyageurs, les agents d'entretien et de sécurité de la gare, le SAMU SOCIAL, l'ADJ Marceau, le Foyer des Homme st Jean de Dieu, le Centre d'activité de Velten pour ne citer que ceux-là et récemment certaines personnes que nous accueillons sur la structure attestent qu'il y a de la prostitution dans et autour de la gare. Les personnes qui s'y prostituent sont soit les personnes usagères de ces structures sociales ayant une vie de grande précarité et de pauvreté, des personnes étrangères migrantes de l'Afrique subsaharienne, et du Maghreb. C'est pour cette raison qu'une rencontre partenariale a été organisée avec le Samu social afin de faire des co-maraudes et que notre « équipe puisse être clairement et facilement identifiée par ce public et qu'à travers les discussions, les échanges, nous arrivions à faire remonter cette question de la prostitution sur la gare. Le but étant de sensibiliser ces professionnels sur le sujet d'accompagner ces personnes ou du moins de leur faire connaître l'existence de notre structure, ses missions et ses actions.

Maraude : Une posture d'écouter dans une relation d'aide

Les rencontres régulières, temporaires ou même les premières rencontres que nous faisons à travers les maraudes et quel que soit le lieu, sont devenues des moments attendus par ces personnes et pour nous. Nous sommes des professionnels sociaux à leur écoute et nous leur expliquons notre approche. Le temps pris avec les personnes et l'échange que nous avons avec elles sont utilisés pour aborder des thématiques d'accès aux soins, de sécurité, de santé, de violence. Nous proposons si besoin un rendez-vous à l'accueil de jour ou à l'extérieur. Nous sommes toujours dans une posture d'écouter, dans une relation d'aide tout en étant conscients de leur rapport au temps et leur temporalité. Leur disponibilité d'esprit ou non dans l'instant présent, dans le ici et le maintenant. Bref nous essayons de comprendre au mieux l'environnement dans lequel nous proposons cette relation d'aide. La distribution des préservatifs est aussi proposée dans un objectif de réduction des risques.

Avec le principe de régularité des rencontres, un lien se crée, au rythme du souhait de la personne. Ce rythme finit souvent par transmettre une certaine énergie, ce qui permet à la personne d'activer un déclic. Elle fait alors un premier pas en formulant une demande, une question sur un droit ou un devoir. Elle peut aussi souhaiter venir à l'accueil de jour. Cependant nos limites sont pointées du doigt dès qu'on est face à un fait de violence entre les personnes, que l'on est témoin d'agressions. Nous devons nous retirer ou faire appel aux autorités de l'ordre public au risque que cela entame le lien qui a été construit. Notre public se trouvant surtout sur les routes, nous disons ON THE ROAD AGAIN, AGAIN, AGAIN !

LES ATELIERS HORS LES MURS Nous avons initié cette année une action à destination des établissements sociaux (CHRS, Foyer de Jeunes Travailleurs et MECS), intitulée les « Ateliers Hors les Murs ». Cette action s'inscrit dans le prolongement de notre travail d'aller vers les personnes en situation de précarité et/ou d'errance auprès desquelles un risque prostitutionnel existe. Ces personnes n'iraient pas spontanément vers l'institution et nous leur offrons un cadre formalisé et clair pour accueillir des paroles autour de la sexualité, échanger sur des choix éclairés. Depuis la fin de l'année 2016, l'équipe mobile intervient mensuellement en binôme, durant à peu près une heure, au sein de l'UHU Saint Louis, lieu accueillant exclusivement des femmes orientées par le 115. *« Nous leurs proposons un temps de parole dans lequel elles peuvent s'exprimer librement sur des questions liées au genre, leur rapport au corps et aux hommes, à la sexualité...Parfois on parle de prostitution, de question de genre ou de*

Pourquoi un développement de l'accompagnement Hors les murs ?

Le travail des maraudes consiste à aller, en binôme, à la rencontre de la personne en situation de prostitution là où elle se trouve. L'accompagnement Hors les murs permet de rencontrer ainsi un public très en retrait des dispositifs classiques, voire refusant de les fréquenter. Nous prenons en compte l'environnement, le rythme de la personne, les difficultés propres au vécu quotidien de la prostitution pour rencontrer la personne. Nous construisons un cadre adapté et individualisé : les entretiens peuvent avoir lieu sur l'accueil de jour, le trottoir, dans un parc ou dans un café. En créant une multitude d'espaces de rencontre, nous sommes en situation d'être dépositaires de la parole et d'accompagner sur les difficultés rencontrées.

Les objectifs de ces accompagnements doivent répondre rapidement aux demandes qui peuvent être faites, qui peuvent être exprimées lors des rencontres et qui portent majoritairement sur un accès aux soins.

La démarche d'intervention est donc empirique. Il n'y a pas d'objectif d'insertion lors de ces rencontres. C'est une approche systémique où le travailleur social vient interroger la question prostitutionnelle pour mettre en débat cette situation. Il est important d'identifier les comportements de pudeur et de peur du regard de l'autre ainsi que les sentiments de honte et de crainte qui pourraient avoir des répercussions néfastes dans leur vie sociale. L'idée est de leur donner la possibilité de parler de leur vécu.

C'est le temps de « l'accroche » et de la mise en confiance. Il s'agit de créer une relation sociale autre que marchande et d'amener avec le temps à la formulation de demandes.

L'accompagnement Hors les murs permet de poursuivre ce travail d'accompagnement lorsqu'il y a des demandes urgentes surtout liées à l'accès aux soins (essentiellement par une orientation vers des Pass, Cidag et au Planning) ou pour être soutenu sur un fait de violence dans la rue

Ateliers Hors les murs à l'UHU
Saint-Louis en moyenne
11 femmes par atelier

préférence sexuelle. Mais la question des violences dans le couple s'est toujours invitée à ces ateliers » et sur les conduites à risques.

Depuis le début de cette action, des dizaines de femmes ont participé à ces ateliers et ont fait part de leur questionnement, tels que « *le regard des hommes sur le corps des femmes* », « *être mère et être femme* », « *leurs représentations de la prostitution* »... L'objectif général de l'atelier Hors les Murs étant d'informer, prévenir et échanger sur des conduites sexuelles qui peuvent être à risques ou des situations d'emprise. Des personnes hébergées à l'UHU se sont rendues à l'accueil de jour suite à ces ateliers.

L'ALLER VERS INTERNET

La prostitution prend une place de plus en plus prépondérante sur l'internet. L'action « Aller Vers Internet » est un prolongement de notre action sur le terrain, s'intégrant dans nos missions quotidiennes. Comme le souligne le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales, la prostitution de rue tend à englober « le phénomène prostitutionnel dans son ensemble alors qu'elle en est que la partie la plus lisible ». En effet, 62 % de l'activité prostitutionnelle est liée à l'Internet. **Ce public en situation de prostitution via l'internet se caractérise par son isolement et son invisibilité des associations de terrain qui pourraient les accompagner. Aller vers l'Internet a comme objectif d'être présent en allant sur les différents sites d'annonces de prostitution en organisant des tournées virtuelles hebdomadaires.**

L'activité de prostitution est présente sur l'ensemble des supports numériques : les réseaux sociaux (Facebook, Instagram...), des forums, des chats, des sites de petites annonces généralistes payantes ou gratuites ou spécialisées, des blogs, des bannières publicitaires. Le choix a été de cibler l'action vers les sites d'annonces généralistes, accessibles au grand public et de grande audience.

Nous avons sélectionné les sites Ladyxena, Wannonce, Sexmode et Vivastreet. Par exemple, ce dernier site diffuse plus de 8 000 annonces spécifiques sur toute la France. Sous couvert d'offres de massages, les annonces de prostitution sont directement accessibles en cliquant sur l'onglet *rencontres*. Les modalités d'entrée dans le site puis sa consultation sont très simples. Pour la région PACA, le site affiche plus de 880 annonces. Ces annonces proposent des offres dans les grandes agglomérations de la région : environ 124 annonces pour Nice, 130 pour Marseille, 70 pour Toulon. Mais la simplicité d'utilisation et de consultation d'un site d'annonces permet d'accéder à ces dernières quel que soit le lieu d'habitation. Nous avons mis en place une observation en ligne d'annonces accessibles par la barre de recherche sur une ville d'environ 50 000 habitants pour mieux comprendre l'impact de l'Internet sur des communes qui n'ont pas ou peu de prostitution sur la voie publique.

On constate aussi qu'il y a un renouvellement des annonces. Les accroches des annonces « 1^{ère} fois sur la ville » renforcent l'impression de nouveauté. Or en comparant la date de création de l'annonce à sa date de diffusion, on constate qu'il y a souvent une différence de plusieurs années. Les personnes sont inscrites ou se sont faites inscrire depuis de nombreuses années. L'effet de nouveauté est bien un leurre. Dans ce cas-là, tout laisse à penser qu'il s'agit de l'organisation d'un « sex tours » ou le numéro de téléphone qui s'affiche sur l'annonce renvoi à une plateforme

de service sexuel. L'organisation de cette activité est souvent liée à une « agence » qui prend en charge la création de l'annonce, achète ses droits de diffusion, gère les appels des clients et organise le planning des passes.

« ... Je suis la fille sexy et avec beaucoup de classe, pour partager un petit moment de **massages magiques** dans votre vie quotidienne. Je réserve ma compagnie à une catégorie restreinte de personnes : ceux qui savent apprécier et qui exigent le meilleur pour eux-mêmes. Ma plus grande préoccupation est de vous faire passer un moment inoubliable. Je vous offre **un service de qualité...** » .
Exemple de message sur Vivastreet :

Le premier acte du travailleur social quand une personne fait suite à une réception de SMS est de lui donner davantage d'informations sur l'identité et la mission de l'association. Les personnes vivent dans un isolement qui les amène à développer de la méfiance. Sur le

modèle du travail social d'intervention de rue où les personnes prostituées sont également dans une défiance due à la présence de réseaux d'exploitation, le travail éducatif sur l'Internet vise aussi à instaurer une sociabilité.

Il y a de nombreuses similitudes au niveau des attentes des personnes entre le travail éducatif d'intervention de rue et celui de l'Internet. **L'action vise donc à établir une communication avec la personne puis un lien pour créer la rencontre et amener les personnes vers l'accueil de jour, un lieu ressource d'écoute et de soutien.** D'une façon générale les demandes exprimées par les personnes qu'elles soient en situation de prostitution en ligne ou sur la voie publique ne diffèrent pas. Il s'agit toujours de questions d'urgence sociale où la personne doit faire face à de multiples difficultés économiques : aides financières, besoin d'un hébergement, recherche d'un appartement.... Un autre point commun entre les deux actions est le signalement des mineurs en situation de prostitution vus sur internet et sur la voie publique. Systématiquement, les travailleurs sociaux signalent sur PHAROS un visuel d'adolescent.

« Bonsoir, merci pour votre message. Je ne pense pas venir car peur/honte d'en parler ouvertement, par contre il est vrai que parfois je ressens le besoin de parler et je n'ai plus grand monde vers qui me tourner. C'est assez difficile pour moi car il y a des paramètres de mon enfance qui rentrent en jeu ».

Les retours de SMS et les appels sont traités comme des premiers accueils.

« Est-il possible de se fournir en matériel de prévention tel que préservatifs et lubrifiants unidose sachant que je suis escorte et que c'est primordial pour moi de me protéger !!!! »

Sites internet	SMS envoyés	Réponses
<i>Ladyxena</i>	116	3
<i>Vivastreet</i>	262	12
<i>Sexmodel</i>	13	1
<i>Wannonce</i>	4	
	395	16

Cette action nous permet de créer du lien avec les personnes qui le souhaitent, de leur proposer un espace de parole ou d'expression en toute confidentialité de leur donner une information adaptée à leurs demandes (informations générales sur notre lieu d'accueil ou plus ciblée en informant de leurs droits...), mais aussi de signaler des situations préoccupantes aux autorités compétentes

Ne pas effectuer de maraudes virtuelles, ce serait nier l'existence d'une prostitution toujours aussi grandissante via l'Internet qui a comme effet de rendre la prostitution invisible et donc d'isoler les personnes qui se retrouvent en dehors de nos actions de prévention.

Cette mutation demande à ce que l'on soit réactif et que l'on investisse toujours davantage l'espace numérique en inventant perpétuellement de nouveaux modes de communication afin de s'adapter à cette prostitution.

FOCUS sur Prostitution et traite des êtres humains

En 2016, 28 personnes ont été accompagnées à l'élaboration d'un récit de vie

Le travail de prise en charge des situations des personnes victimes de TEH a connu un essor significatif au cours de l'année. La place prise par cette thématique ces dernières années n'a cessé

de croître.

L'accompagnement social des personnes victimes de traite suppose un temps d'intervention long, impliquant un croisement entre aspects juridiques spécifiques, soutien pédagogique, soutien médical et aspects éducatifs.

Il est surtout spécifique en cela qu'il se doit d'être anticipé afin de parer à tout. Il croise un travail d'accompagnement dit « classique » avec des formes d'intervention moins traditionnelle pour les équipes, tel que les aspects juridiques, mais également bien souvent des spécificités liées au mode d'organisation des réseaux d'exploitation qu'il est nécessaire de prendre en compte. Par exemple, le travail d'accompagnement des jeunes femmes nigérianes fait apparaître des temps d'intervention aux objectifs distincts et parfois éprouvants en termes d'énergie à déployer. *La logique d'accompagnement se base sur la demande de la personne, sur ce qu'elle exprime mais aussi sur ce qu'elle*

donne à voir : Elle invite à s'arrêter sur son ambivalence, ses hésitations pour mesurer ses liens avec le réseau, comprendre les mécanismes d'emprise et où elle se situe pour s'en détacher et s'en émanciper.

La première étape consiste à établir un lien de confiance suffisamment consistant entre les personnes identifiées (sommairement dans un premier temps) comme victimes de TEH et notre service. Ce temps nécessaire à la mise en lien, de la première rencontre dans la rue jusqu'aux rencontres régulières dans le cadre de l'accueil de jour, s'il varie selon les individus, reste en moyenne relativement long. Il n'est pas rare qu'un an ou 2 ans de rencontres régulières soient nécessaires. Ce temps permet, d'une part, de leur rendre accessible la compréhension du travail social et leurs modes d'intervention et, d'autre part, de déconstruire les représentations négatives ou erronées véhiculées par les réseaux d'exploitations à notre sujet : « Les associations travaillent pour la police, elles donnent des aides financières mais il ne faut pas leur dire toute la vérité pour les obtenir, si

tu leur parles tu trahis le juju... ». *C'est un travail de longue haleine où les jeunes femmes parlent peu, ont un récit flou et sont très méfiantes avec le service. Il peut se passer des mois, des années sans que rien ne se passe à l'Accueil.*

Pour d'autres, cela va être plus rapide, elles vont évoquer très rapidement les faits de TEH qui viendront étayer leurs récits de vie pour l'OFPPRA.

Une fois la confiance nouée, l'équipe peut-être un point de repère où il est possible de venir, s'absenter pendant un temps et revenir avec une demande d'accompagnement en vue de sortir de la prostitution. Nous restons vigilants à bien identifier les personnes victimes de traite. Nous nous appuyons sur une grille de lecture, le croisement de données, le mutisme de la personne mais aussi le flou sur le parcours migratoire sont autant d'éléments d'alerte.

7 personnes ont porté plainte en 2016

64 personnes victimes de réseau d'exploitation accompagnées

FOCUS sur les demandes d'asile dans le cadre de la TEH

Les personnes craignent beaucoup les « madames ». Celles-ci apparaissent souvent dans un 1^{er} temps comme des personnes bienveillantes, qui les aident à s'installer et qui leur indiquent les démarches pour obtenir un titre. La lecture d'une exploitation n'apparaît pas forcément pour les personnes, du moins pas tout de suite. La figure du réseau est elle-même floue, opaque. On constate aussi un phénomène inquiétant, celui d'un rajeunissement des jeunes femmes qui pour rembourser plus rapidement la dette, deviennent « mama » à leur tour.

La demande d'asile et le récit de vie

Les questions du Droit des personnes et de régularisation administrative s'invitent de plus en plus dans les

Il y a surtout la question du mensonge et du soupçon. Certaines jeunes femmes sont soupçonnées de ne pas être qu'en situation de prostitution mais aussi en situation de proxénétisme. La question du devenir « mama » est présente régulièrement dans les accompagnements. Nous l'avons dit

à
Sur les 101 personnes en fin de PC, 18 étaient en sortie de réseau de prostitution

plusieurs reprises, il est rare qu'une jeune femme livre sa véritable histoire rapidement. Les notions de doute, de mensonges sont posées peu à peu, pour laisser place ensuite à une relation de confiance. Or les jeunes femmes, en particuliers, les nigérianes venues par un réseau, arrivent avec une histoire mensongère que les « mamas », passeurs et

accompagnements sociaux. Les pratiques professionnelles se sont transformées. Sans se substituer au travail d'un juriste, le service a développé des compétences sur ces questions, en particulier autour du récit de vie.

Le récit de vie est une étape importante dans le parcours de la personne, et peut-être un levier de l'accompagnement social. Il ne s'agit pas de travailler le récit de vie sous l'angle thérapeutique, dans le sens de la réappropriation de son histoire, même si l'évocation des faits par la personne peut amener à ce registre. L'équilibre est précaire et il s'agit d'être attentif à plusieurs registres susceptibles de se télescoper. Le travail sur le récit a pour objectif d'obtenir la protection mais il ne s'agit pas de forcer la personne à

autres acteurs leur ont dit de raconter sans jamais s'écarter. On se rend compte rapidement que les histoires sont presque identiques. Les travailleurs sociaux travaillent donc avec des « récits fictifs évidents » alors que la parole est souvent le socle de toute intervention sociale.

Les premiers contacts sont souvent méfiants. Par la suite, une relation s'est tissée et il est d'autant plus difficile au travailleur social de repérer des éléments qui se font jour et font douter sur la possibilité que la personne soit devenue à son tour « mama ». Cette situation peut facilement apporter un sentiment de déception, voire de trahison pour le référent social. On n'accompagne pas qu'une personne en situation de prostitution, mais aussi une personne avec un

évoquer sa situation à tout prix. L'évocation des faits, parfois innommables, doit maintenir notre vigilance et ouvrir éventuellement sur la question du soin. Le récit peut et va raviver des souvenirs et amener des comportements pouvant être liés au trauma, parfois difficile à décoder d'ailleurs. Le cadre de départ a donc nécessité d'être le plus clair possible et seul le nécessaire à vocation à apparaître dans le récit. La production de son récit de vie et de la mise en œuvre d'une réflexion sur soi et le sens de son histoire conduisent souvent l'intéressé à identifier des moments constitutifs de son parcours, outils servants dans un second temps à l'accompagnement.

environnement fait de pressions où les autres repères, les valeurs s'y nourrissent et s'enracinent. Devenir complice et actrice du système d'exploitation pour les personnes est aussi une conséquence possible de la prostitution et un élément à travailler. L'objectif de l'accompagnement social prend une nouvelle dimension. Le travailleur social se doit donc d'être ni complice, ni victime de cette situation et en être conscient. Expliciter l'esprit des lois françaises et du service social d'Orion, c'est œuvrer pour une compréhension de notre système de valeurs et de normes auxquels nous nous référons, des risques encourus pour proxénétisme, de la question d'une valeur humaniste universelle.

En 2016, 64 personnes **supposées et reconnues** victimes de TEH accueillies et accompagnées dans ce cadre là

Lutter contre l'emprise

Ce travail peut sembler ingrat, chronophage et démotivant face au mutisme ou le sentiment d'utilisation du service comme simple prestataire de service (hébergement, colis alimentaire...), mais il est essentiel pour aider les personnes à s'émanciper d'une manière ou d'une autre de l'emprise des réseaux d'exploitation. Il permet dans tous les cas de transmettre des infos essentielles qui pourront amener les personnes à se positionner différemment si elles le souhaitent. Il est également intéressant de noter que, les raisons du manque de confiance envers les services sociaux ne relèvent toutefois pas forcément d'un déficit de confiance envers les travailleurs sociaux. Il est également possible que, malgré le soin apporté par les travailleurs sociaux à rendre clair le contexte administratif, législatif et social, le manque de repère des migrantes Nigérianes et leur méconnaissance des contextes politiques et sociaux interfèrent parfois fortement dans la compréhension des éléments apportés. Par exemple, pour certaines jeunes femmes rencontrées, étonnement, le droit d'asile est parfois perçu comme un simple outil des réseaux d'exploitation pour maintenir en situation et totalement déconnecté et dépouillé de son aspect

protecteur.

Ces méconnaissances et incompréhensions amènent donc bien souvent les jeunes femmes Nigérianes à rechercher des stratégies différentes de la demande d'asile pour s'affranchir et se protéger des réseaux d'exploitation quand ils sont enfin repérés comme malveillants et exploités. Si la recherche d'un cadre de régularisation par quelque moyen que ce soit participe de cette logique, nous constatons également qu'un grand nombre de jeunes femmes privilégient le maintien sur le territoire dans une situation administrative irrégulière tout en s'appuyant sur un conjoint et en s'inscrivant dans une vie de couple. Mais ce type de choix par défaut maintient la situation de vulnérabilité en raison de la dépendance au conjoint et du déséquilibre que cela entraîne dans la relation.

L'année 2016 aura amené son lot d'exemples avec des jeunes femmes qui après un temps d'accompagnement plus ou moins long, ont exprimé des expériences où elles étaient soumises aux pressions du réseau et ont longtemps craint d'évoquer leur situation avec les professionnels. Les raisons étaient multiples : forte incompréhension de notre intervention auprès d'elles, peur de nos liens potentiels avec

les services de police, peur du jugement moral à leur encontre, peur des représailles physiques et psychologiques de la part des exploités, craintes d'être renvoyées au pays... Déplacées à l'autre bout du territoire par le réseau peu après nos 1^{ère} rencontres, il aura été nécessaire de maintenir les liens avec elles par téléphone, via Facebook également, afin de poursuivre nos sollicitations et leur proposer des alternatives. Accepter de financer des trajets en train pour faciliter leur retour vers notre structure, travailler en lien avec les associations en contacts avec elles localement, accepter leurs hésitations, leurs allers retours, les temps d'échanges et les temps de mutisme, accepter leurs stratégies de survies et être présents auprès d'elles quels qu'aient été leur choix.

Vigilance est enfin nécessaire de la part des travailleurs sociaux car il n'est ensuite pas rare que les réseaux d'exploitation se manifestent de nouveau auprès des personnes plusieurs années après l'arrêt de l'exploitation. Ils tentent en effet parfois de déstabiliser à nouveau les personnes pour les faire basculer à nouveau dans le système d'exploitation du côté des victimes mais parfois également du côté des auteurs.

L'HEBERGEMENT

L'HEBERGEMENT D'URGENCE - STABILISATION

Appartement semi-collectif pour les moins de 28 ans.

Nombre de personnes accueillies sur les hébergements :

- Hébergements diffus : 18
- Hébergements d'urgence : 10

Face à une augmentation conséquente de la fréquentation des jeunes de moins de 30 ans sur notre accueil de jour, il est clairement apparu la nécessité d'envisager un accompagnement plus adapté pour ce public-là.

Après un parcours souvent important dans des structures d'urgence (115), l'hébergement d'urgence en semi-collectif que nous proposons aux personnes apparaît comme un lieu ressource où la personne peut être mise à l'abri, se poser et envisager des alternatives à la prostitution durant un mois qui peut être renouvelé tel que prévu par le règlement intérieur du SIAO.

Quel accompagnement ?

L'hébergement en semi-collectif permet de travailler sur la reprise de lien, sur la gestion technique du quotidien dans un logement mais également sur les notions de partage, de respect de l'autre et de tolérance via la cohabitation.

Le travailleur social référent effectue alors des visites à domicile à hauteur d'une fois par semaine. Lors de ces visites, les personnes peuvent exprimer les difficultés rencontrées au quotidien ou liés à la cohabitation. Le travailleur social proposera alors des temps d'écoute et de

souvent indispensable du fait de la langue et des différences culturelles de prise en charge médicale. Par ailleurs, un soutien à la parentalité s'avère souvent nécessaire.

Des nouveaux profils

Nous relevons de plus en plus de demande d'hébergement de la part de jeunes femmes enceintes. L'hébergement de ces femmes nécessite un accompagnement plus intensif et plus adapté. En effet, l'accès vers le soin devient une priorité et l'accompagnement physique d'un travailleur social est

En 2016, nous avons hébergé 10 jeunes femmes.

Toutes les personnes que nous avons accueillies n'en étaient pas au même stade par rapport à la prostitution. Cependant, la plupart des personnes

ont connu des violences dans leur parcours prostitutionnel, de migration ou encore liées à l'hébergement et arrivent souvent dans un état de fragilité voire de grande vulnérabilité : isolement, désaffiliation, addictions, souffrances psychiques...

Cet hébergement d'urgence est donc un outil intéressant pour accompagner les personnes et nécessite une présence et une vigilance importante.

Nombre de jours accueillis sur les hébergements :

- 10 Hébergements diffus : 3563
- 3 Hébergements d'urgence : 1050

médiation afin de favoriser la cohabitation et faire en sorte que chacun trouve sa place. Ces visites peuvent également faire l'objet d'activités diverses (repas partagé, décoration de l'appartement, visite du quartier...) qui permettront aux jeunes de valoriser leurs compétences et de s'ouvrir à l'environnement dans lequel ils vivent.

A cela s'ajoute la recherche d'une place en hébergement d'insertion pour l'arrivée du futur enfant. Pour ces femmes, l'attente d'un enfant peut favoriser l'arrêt de la prostitution voire l'accès à une régularisation.

L'HEBERGEMENT D'INSERTION

Le mode d'hébergement, à savoir en diffus, s'adresse plus aux personnes en situation d'autonomie car il ne favorise pas un accompagnement de proximité où peut être travaillée la notion d'habiter son logement, comment se créer un réseau dans un quartier différent du milieu prostitutionnel ou même sortir d'un isolement social qu'amène souvent le logement individuel.

ACCOMPAGNEMENT

Lors de l'admission, après une co-orientation par le SIAO et en lien avec la convention femmes victimes de violence, les personnes signent un contrat de séjour les engageant à adhérer à un accompagnement social. Ce dernier repose sur les différents objectifs que se fixe la personne afin de se rapprocher de son projet de vie. Le référent social adapte son accompagnement en fonction de là où en est la personne tout en prenant en compte ses éventuels liens avec la prostitution.

L'hébergement arrive souvent à un moment où la personne a besoin de se poser et de prendre du recul sur sa situation afin d'envisager une possible projection vers un ailleurs.

PARTENARIAT LA ROSERAIE

Notre association accueille et accompagne un grand nombre de jeunes de moins de 30 ans dont une grande partie arrive se retrouve sans solution de logement ni d'hébergement. Ces jeunes n'ont, pour la plupart, aucune expérience en logement autonome et nécessitent d'être soutenus dans la gestion de certaines tâches du quotidien. Ces jeunes sont souvent très isolés et ont très peu de contacts avec d'autres jeunes.

Au regard des besoins de ce public, nous avons souhaité initier un partenariat avec l'association AAJT spécialisée dans l'accompagnement de jeunes de moins de 30 ans, afin de proposer des hébergements adaptés.

En effet, l'association AAJT disposant d'un parc important d'hébergements, il a été entendu que cette dernière « réserve » 3 places d'hébergement « insertion » pour le public accompagné par l'Amicale du Nid. Deux des places sont en semi-collectif dans le 6^{ème} arrondissement de Marseille et la dernière place est au sein d'un FJT, en collectif, dans le 3^{ème} arrondissement de Marseille.

Le jeune signe alors un contrat de séjour avec l'AAJT et cette dernière s'assure de la bonne occupation de l'hébergement (entrée et sortie de l'hébergement, paiement de la participation, problèmes de cohabitation...). Le référent social de l'Amicale du Nid continue, quant à lui, l'accompagnement social mis en place. La personne reste libre de venir sur l'ADJ de notre association.

LES MINEURS ACCOMPAGNES

Mise en place d'une expérimentation soutenue par le Conseil départemental : accompagnement de dix mineurs repérés par l'Aide Sociale à l'Enfance vers des alternatives à la prostitution

Nombre
d'accompagnements
éducatifs :
8 adolescentes
de 12 à 17 ans

Notre constat ...

L'agrément pour intervenir auprès des mineurs est entré en vigueur en septembre 2016. Sept mineur-es, âgés de 12 à 17 ans, ont été accompagné-es en 2016. Une seule adolescente vivait au sein de sa famille, pour les autres, des mesures de placement étaient prononcées. Le processus prostitutionnel dans lequel les mineur-es s'inscrivent les amène à s'exclure du dispositif de protection proposé par les institutions. Ce processus isole les jeunes et les met dans un

7 mineurs en
MECS
Dont 5 en fugue
régulièrement et
1 mineure vivant
au sein de sa
famille

environnement violent et dangereux, tant pour leur intégrité physique que psychique. La prostitution arrive comme un moyen de subsistance et/ou une réponse à un mal-être lié à un questionnement sur l'identité et la place que ces jeunes ont auprès des adultes qui les entourent. Face à cette situation, les professionnels de la protection de l'enfance mettent en œuvre un ensemble d'opérations de coordination entre différents acteurs, afin de répondre aux besoins de ces enfants. Un co-accompagnement avec un travailleur social de l'Amicale du Nid peut alors être proposé.

Notre intervention s'inscrit dans la prise en

compte d'une part de l'accompagnement mis en place par les éducateurs et les référents ASE et d'autre part de la demande des mineur-es, sous le prisme du champ d'intervention de la prostitution. Nous nous appuyons sur le projet des adolescent-es afin de les rendre acteurs de leurs

choix et leur offrons un espace de parole permettant de parler de sexualité, de pratiques à risque, de relations de couple, d'amitié... L'objectif est que les mineur-es puissent s'exprimer sur leurs limites et parviennent à mesurer leurs ressources en cas de danger.

La prostitution est ainsi abordée par différents vecteurs : les clients, le proxénétisme, les bénéficiaires secondaires/le rapport à l'argent, les risques et conséquences (sanitaires et psychiques), la présence de réseau de traite des êtres humains, l'utilisation d'Internet pour la prostitution...

1^{er} rencontre

« Quand j'arrive au foyer, la jeune fille est assise avec Samir qui a les jambes sur elle. Elle est un peu intimidée mais l'ambiance s'apaise rapidement. Je la reçois accompagnée de son éducatrice. Après de brèves présentations, elle me dit qu'elle sait pourquoi je suis là, que c'est « parce qu'elle fait la pute ». La jeune fille se prostitue sur internet, elle dit « aller avec les vieux pour avoir de l'argent car elle aime les belles choses ». Je lui parle des risques à se prostituer sur internet, lui parle de réseaux et d'histoires de personnes suivies par AdN qui ont vécu des agressions. Elle me dit qu'elle sait se défendre et qu'elle fait attention. Malgré un discours bien ancré on peut sentir qu'elle écoute attentivement, qu'elle n'est pas butée. Elle me dit que la prostitution c'est normal. Je lui demande si ses copines sont au courant de ses activités, elle me dit que non et que ses copines la pensent vierge. Je lui dis par la suite que si son activité est normale, pourquoi elle ressent le besoin de se cacher. A la fin de l'entretien, je lui demande ce qu'elle pense de l'accompagnement AdN, elle me répond qu'elle trouve ça positif et que sur le principe elle est partante. »

M. est une jeune fille de 12 ans récemment qui nous a été signalée par des personnes qui l'avaient vue errante dans des lieux connus de prostitution. C'est rapidement que nous prenons contact avec elle et avec sa mère. M. apparaît être une enfant un peu renfermée lors de nos premières rencontres, elle vient aux rendez-vous au début. Placée en foyer elle n'adhère pas au placement et fugue souvent avec des jeunes filles du foyer (à Toulon, à Nice,...). Quand elle rentre de fugue elle vient sur le service et a des demandes immédiates, d'écoute, de soins, de nourriture. Il nous est apparu très important de ne pas différer les demandes de cette jeune tant le lien éducatif est présent mais très fragile. S'éloignant de plus en plus du foyer et dormant chez sa mère, les seuls éducateurs reconnus par la jeune sont ceux de notre foyer. Une réelle confiance se tisse (par exemple elle nous raconte ses fugues) cependant travailler avec M. demande de la souplesse car il faut souvent la rechercher dans Marseille, elle nous dit qu'elle « est contente de savoir qu'on la cherche ». M. vient de manière sporadique sur le service (il peut se passer 1 mois et demi sans que nous n'ayons de nouvelles) mais elle vient. Sa mère est présente et essaye de ramener M. vers le suivi éducatif. A ce jour nous essayons d'explicitement avec cette jeune les attentes qu'elle a du suivi éducatif et de motiver des demandes plus globales pour elle.

La démarche s'appuie sur les perceptions de l'enfant sur sa

Le foyer de Jeanne nous interpelle. Une première rencontre est alors proposée, avec sa référente. La rencontre n'a pas lieu. Jeanne s'est endormie et ne peut se réveiller. Le rendez-vous est reporté. Quelques jours plus tard, nous nous retrouvons autour d'un repas. Jeanne livre déjà quelques bribes de sa vie actuelle : son rythme nocturne, ses rencontres, son rapport à son image, ses difficultés familiales, son mal être, son souhait de parler. En se quittant, nous convenons d'un autre rendez-vous relativement rapproché : la semaine suivante. Je lui laisse le choix du lieu. Jeanne choisit d'aller boire un café en centre -ville. Envoi de plusieurs texto entre-temps. Le jour J à l'heure du rendez-vous Jeanne est toujours d'accord mais ne peut venir à l'heure dite, elle a pris un autre engagement. Désirant ne pas rater l'accroche, j'attends. Jeanne aura plus d'une heure de retard. Préoccupée, elle se montre un peu moins disposée que la première fois. Nous partageons ses questions du moment : le rapport aux hommes, le mode de drague, l'usage d'internet. La prochaine rencontre prévue est une sortie à la patinoire pour instaurer un autre mode de relation et rejoindre Jeanne dans l'expression de ses centres d'intérêt. Jeanne ne répond pas au téléphone et sms ou annule plusieurs rendez-vous successifs. La sortie à la patinoire n'a pas lieu. Jeanne est en fugue... Enfin, elle accepte de me rencontrer à nouveau. ...Et puis Jeanne est hospitalisée en secteur psychiatrique pendant plusieurs mois. Je maintiens le lien par téléphone et des visites. Jeanne est très fragile, les conversations se font par à-coups et pas toujours cohérentes. Ce n'est pas le moment d'aborder des questions intimes et bousculantes. Au vu de son état de santé, une nouvelle prise en charge est mise en place par le foyer en lien avec une structure adaptée. Plusieurs nouveaux référents rentrent alors dans l'accompagnement de Jeanne. En concertation avec les partenaires, je me mets en retrait pour laisser la priorité aux soins et l'établissement de nouveaux liens. Aujourd'hui, Jeanne est toujours hospitalisée et je communique uniquement par téléphone

pratique prostitutionnelle ou sur des passages à l'acte liés à une possible activité prostitutionnelle. Sans jugement, dans un accueil bienveillant de cette parole, la démarche vise

aussi à réduire les risques auxquels l'adolescent se confronte.

Deux travailleurs sociaux de l'AdN 13 sont détachés sur cette mission (soit un 0.5 ETP), et disposent d'outils variés pour être en lien avec les mineurs (numéro de portable dédié, utilisation de SMS, d'Internet). Une approche souple est privilégiée. Notre intervention est conditionnée par un accord écrit de l'inspecteur-trice enfance/famille référent-e de la situation.

Le projet éducatif est rendu possible sous certaines conditions préalables

Notre service effectue un diagnostic préalable de la situation de l'enfant par rapport à la prostitution en sa présence et se positionne en fonction. S'il n'y a pas de situation de prostitution mais un « simple » besoin de repères sur des conduites à risques, l'AdN 13 ne demande pas de mesure ASE et échange avec l'adolescent-e lors d'un entretien et souvent en lien avec le référent ASE.

En cas de situation de prostitution, le-la mineur-e doit accepter l'accompagnement pour parler de prostitution en le formalisant. Cela participe déjà à la dynamique de changement de la situation. Les équipes éducatives qui entourent le-la mineur-e doivent aussi être partie prenante de cette démarche.

Le temps du jeune....Un travail en souplesse...

L'accompagnement est souvent de courte durée (4 à 5 RDV

en moyenne). C'est par le biais des conduites à risques que le sujet de l'escorting est abordé avec les jeunes. Il a été aussi constaté que, de fait, la présence d'une équipe spécifique à la question fait émerger des pratiques sexuelles à risque

« Le mercredi, alors que je n'arrivais plus à la contacter (son téléphone aurait été volé), elle vient à l'Amicale du Nid et demande à me voir, en entretien. Elle dit ne pas vouloir retourner au foyer. Elle finit par consentir à contacter son foyer mais la discussion s'est rapidement envenimée. Le foyer a fait une déclaration de disparition inquiétante. Elle a aussi téléphoné à sa mère, qui se dit très inquiète mais qui n'arrive pas à lui imposer un cadre. La jeune fille dormirait chez des copines à droite à gauche et quelquefois chez sa mère. Elle est d'accord pour retourner dans un foyer mais elle est rédhitoire sur le foyer xxx. Elle ne veut pas y retourner. Des filles la cherchent.... Nous commençons à établir une relation éducative avec elle. Elle ne semble pas connaître d'autres services sociaux. Il apparaît que la situation est très préoccupante compte tenu de son âge et du peu d'adultes référents autour d'elle. »

prostitutionnelle auprès des

mineur-es au sein des foyers où vivaient les jeunes. Il devenait aussi plus efficace d'accompagner vers des alternatives à la prostitution des mineur-es vivant dans ce contexte. De ce double constat est naît le principe des permanences de l'Amicale du Nid 13 dans les foyers aux côtés des éducateurs de la MECS et en direction des jeunes. Ces modalités d'intervention se développeront au courant de l'année 2017 au sein de foyers tels que Les Lys, Acte 13.

FORMATION ET PREVENTION

Dans la dynamique de l'expérimentation d'accompagnement de mineurs repérés par l'ASE, le conseil départemental a soutenu l'organisation de 9 formations sur le système prostitutionnel à destination des Maisons de la Solidarité et des Maisons d'Enfants à Caractère Social.

Les actions réalisées :

- 1 session d'approfondissement (2 jours).
- 3 sessions de sensibilisation à la question prostitutionnelle en INTRA et à l'Adn 13.
- 1 session de sensibilisation sur la prostitution juvénile pour les Inspecteurs ASE.
- 2 sessions de sensibilisation sur la prostitution juvénile dans les MECS Foyer du Lys à Marseille et Act 13 à Aix en Provence.

7 et 8 novembre 2016	Intra	2 jours	MDS Marignane
9 janvier 2017	AdN 13	1 journée	AdN 13
6 février 2017	AdN 13	1 journée	AdN 13
28 mars et 4 avril 2017	Intra	2 demi-journées	MDS Istres
20 et 27 mars 2017	ASE	2 demi-journées	AdN 13
17 et 19 mai 2017	MECS	2 demi-journées	ACT 13
10 mai et 1 juin 2017	MECS	2 demi-journées	Foyer Les Lys

Les acteurs du projet : Une assistante sociale à l'Amicale du Nid 13 assure une mission complémentaire de coordination des actions de formation et de prévention à temps partiel d'environ 0,30 ETP – la secrétaire de direction a la responsabilité de toute la partie administrative de la formation : gestion et suivi des inscriptions, obtention de l'accord du CD pour la participation des agents territoriaux aux formations, réalisation des tableaux du bilan de l'action.

Focus sur la formation des 18 et 19 mai 2016 «la prostitution Juvénile, un défi complexe pour la prise en charge », une commande de la Protection Judiciaire de la Jeunesse PACA et plus largement sur la place de la formation dans l'action « accompagnement des mineurs repérés par l'ASE ».

Objectifs poursuivis :

- faire vivre la question des mineurs en situation de prostitution sur le territoire des Bouches du Rhône en l'abordant par le partage des savoirs et des pratiques, grâce à des temps de formation dédiés.
 - Enrichir les pratiques de chacun afin de parfaire les accompagnements.
 - Opérer un travail de décloisonnement, proposer des partenariats créatifs et adaptés aux besoins des mineur-es concerné-es.
- En lien avec la subvention permettant l'agrément pour 10 mesures d'accompagnement, proposition de temps de formation sur cette thématique, en ciblant des professionnels susceptibles d'être en contact direct avec les mineur-es concerné-es : les inspecteurs enfance/famille et cadres enfance/famille, les personnels intervenants en MECS (Lys et Acte 13).
- Idée de complémentarité entre la formation proposée et l'intervention sociale des travailleurs sociaux de l'Amicale du Nid13. La formation des professionnels apparait alors comme un support à l'accompagnement.

- Afin de renforcer la dynamique d'alternance de formation entre théorie et pratique la seconde partie de ce temps de formation est animée en binôme avec un travailleur social chargé de l'accompagnement des mineurs à ADNI'AdN13

- Proposer une autre lecture du phénomène en croisant :

Les constats issus du terrain/de la pratique des stagiaires de la formation et ceux de ADNI'AdN13

La grille de lecture de l'Amicale du Nid 13 sur la prostitution (facteurs fragilisants/déclenchant, la particularité de la prostitution sur Internet, les phénomènes d'emprise à l'œuvre...)

Des connaissances empiriques sur différents thèmes : l'adolescence, l'hyper sexualisation de l'environnement dans lequel évoluent les adolescents (apologie de la prostitution et de la pornographie dans certains médias, des chansons, des séries, des films...), les concepts inhérents à l'éducation à la sexualité, la législation en protection de l'enfance....

- Un corpus de documents spécifiques à cette formation a été créé permettant de retrouver à la fois des éléments de connaissances sur le thème de la prostitution de façon générale (veille juridique, éléments statistiques, ...) et des éléments liés à la prostitution des mineurs (articles de presse traitant des pratiques de l'intervention sociale sur Internet, d'un phénomène en pleine expansion qu'est le proxénétisme dit de « cités »).

la reconnaissant comme une violence (apports législatifs, et sur l'éducation à la vie affective et sexuelle)

- Repérer les jeunes garçons concernés (qui pour l'instant sont plus repérés comme en risque de délinquance qu'en risque de prostitution)

Nombre de
professionnels
formés : 63

Eléments d'animation et questionnements des professionnels :

- utilisation de clips vidéo, variations des modes d'animation en privilégiant les discussions et les débats
- question importante de la prévention qui est une préoccupation des professionnels : prévenir le devenir prostitué (e), devenir client, devenir proxénète.
- Travail sur les représentations permet : le repérage des situations, de « sortir » la question de la prostitution de la sphère de l'intime en la remettant au cœur d'un processus d'emprise et en

La formation demandée par la PJJ a eu lieu sur 2 jours et a rassemblé 31 professionnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de la région PACA.

La proposition de formation en MDS, les Intra :

Faire vivre la question de l'accompagnement des personnes concernées au sein d'un territoire (MDS) mais aussi au sein d'une équipe qui a l'habitude de travailler ensemble au quotidien (Intra)

La dynamique de réflexion est donc riche en partages de constats car les stagiaires ont une expertise de leur territoire d'intervention (population majoritaire, problématiques récurrentes et partenariat à l'œuvre) à laquelle vont pouvoir se rajouter les éléments de formation sur la question de la prostitution.

Un partage de connaissances et de pratiques entre stagiaires s'opère pendant le temps de formation qui réunit différents corps de métiers (médico-social et social), de champ d'intervention (ASE, PMI, cohésion), ou de fonction (adjoints, direction...)

Il y a moins de contraintes pour les stagiaires car c'est l'AdN 13 qui se déplace. Proposition d'aménagement de la formation en demi-journées quand c'est possible.

Question de la pratique commune de l'accompagnement social et donc du partenariat et de sa mise en œuvre (complémentarité entre un service social spécialisé et un service de polyvalence de secteur)

Quelques constats :

De nombreux témoignages de repérages de situation de mineurs en situation ou en risque de prostitution mais des difficultés à aborder cela dans les accompagnements.

Peu de repérage effectué pour le public adulte, donc nécessité d'avoir des outils et de mettre au travail les représentations de chacun sur le sujet.

La traite des Êtres Humains est un sujet peu ou pas connu par les travailleurs sociaux.

SOS FEMMES a proposé à l'Amicale du Nid d'animer une journée de sensibilisation à la question prostitutionnelle dans le cadre d'un cycle de formation plus général sur les violences faites aux femmes. Nous avons pu ainsi animer 6 sessions de formations qui ont eu lieu dans différentes villes du département (Arles, Aix en Provence, La Ciotat ...). 68 personnes y ont participé.

Dans le cadre d'un appel à initiatives de la **Délégation aux droits des femmes**, l'Amicale du Nid 13 a animé également en 2016 des ateliers de sensibilisation à la question prostitutionnelle pour les professionnels et les bénévoles des centres d'accueil d'urgence (Boutique Solidarité de la Fondation Abbé Pierre, Association SARA, UHU Saint Louis, Centre Bethanie Secours Catholique, Samu social).

Dates des formations	Structures	Nombre de participants
21 mars 2016	Boutique Solidarité	13 personnes
31 mai 2016	Boutique Solidarité	13 personnes
1 et 2 juin 2016	SARA	8 personnes
17 juin 2016	UHU Saint Louis	10 personnes
24 juin 2016	UHU Saint Louis	10 personnes
21 juin 2016	Centre Béthanie	6 personnes

Les ateliers de prévention

L'action soutenue par le Conseil Départemental consiste à informer et sensibiliser les jeunes collégiens sur les violences sexistes et sexuelles, les situations à risque auxquelles ils peuvent être exposés, pour leur permettre de les identifier, et mieux s'en prémunir ; favoriser une écoute et leur proposer un espace de parole et de dialogue ; les aider à construire leur propre jugement et à le formuler, ainsi qu'à développer des stratégies de prévention.

La préparation de l'action a débuté en 2016. L'action en lien avec les collèges bénéficiaires s'est déroulée de janvier à avril 2017. L'action s'est déroulée dans 2 collèges : **le collège de la Belle de Mai** dans le 3ème arrondissement de Marseille (6 classes) et **le collège de Marie Laurencin** dans le 14ème arrondissement (3 classes).

90 collégiens ont bénéficié des actions éducatives : 70 élèves de niveau 3ème et 120 élèves de niveau 5ème.

2 travailleuses sociales ont conduit cette action en lien avec les équipes sociales et pédagogiques des collèges.

Dans leurs évaluations, les collégiens ont indiqué ce qu'ils avaient retenu ou noté de l'atelier. Leurs remarques témoignent de l'utilité et du bien-fondé de ce travail et de la nécessité de le développer :

« Ne pas croire ce que l'on entend et on n'a pas le droit de parler des gens. Il ne faut pas croire tout ce que l'on entend.

Il est important de savoir ce qui se passe quand on lance une rumeur.

On a pu savoir, débattre. On a appris des nouvelles choses et on a ouvert les yeux sur certaines situations.

Cela nous permet de mieux comprendre la vie, c'est instructif. On a parlé de choses de maintenant.

Dans un couple, on n'est pas obligé de dire oui à chaque fois. Les filles et les garçons sont égaux.

Il faut respecter les choix des autres. »

Colloque d'Aubagne, 25 novembre 2016 Théâtre COMOEDIA

A l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le Réseau « Violences Femmes » et le Droit des femmes de la ville d'Aubagne ont invité l'Amicale du Nid à co organiser une rencontre sur le système prostitutionnel pour le grand public et les professionnels. Plus de 90 personnes (étudiants, lycéens, professionnels du médicosocial, réseaux de femmes, grand public) ont participé à la rencontre. C'est la première fois que l'établissement avait la possibilité de parler de prostitution dans la ville d'Aubagne dans une démarche d'information et de prévention. La loi du 13 avril 2016 reconnaissant les personnes prostituées comme des victimes a servi de socle aux discussions.

Journée du 8 mars

L'Amicale du Nid 13 a été associée par le Parvis des Arts et l'Association d'Aide aux Jeunes Travailleurs (AAJT), à l'organisation d'un forum regroupant des associations du 2e et du 3e arrondissement de Marseille (BOULEGUE TV, le CIDFF, DIS FORMES, la CITÉ DES MÉTIERS, LE NID, le centre LE MOULIN, MOTS À MOTS, la MPT KLEBER, la MPT Belle de Mai, le PLANNING FAMILIAL, PAMPLEMOUSSE ENFLAMMÉ, POTENTIELLES). L'Amicale du Nid a participé à un débat associatif sur l'insertion sociale et professionnelle des personnes et a pu répondre aux nombreuses questions sur la prostitution des participants venus découvrir la manifestation.